

Les phénomènes urbains dans le capitalisme actuel

Bernard Bernier

Volume 22, Number 56, 1978

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/021393ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/021393ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bernier, B. (1978). Les phénomènes urbains dans le capitalisme actuel. *Cahiers de géographie du Québec*, 22(56), 189–216. <https://doi.org/10.7202/021393ar>

Article abstract

The city is incomprehensible if it is not treated within its practical and theoretical framework: capitalistic class antagonisms. Within this framework, this article examines several related problems: the relation between city and industry, the constitution of downtown areas, the development of the « infrastructure », working-class areas, ethnic wards, and the encroachment of the city on the countryside.

LES PHÉNOMÈNES URBAINS DANS LE CAPITALISME ACTUEL

par

Bernard BERNIER

*Département d'Anthropologie, Université de Montréal, C.P. 6128,
Montréal, Québec, H3C 3J7*

RÉSUMÉ

La ville actuelle est incompréhensible si on ne la replace pas dans son contexte: celui des antagonismes de classes du capitalisme. C'est là le cadre général de cet article, cadre à l'intérieur duquel plusieurs points précis sont examinés: la ville et l'industrie, la constitution du centre-ville, la mise sur pied des équipements, les quartiers populaires, les quartiers ethniques, et l'expansion de la ville aux dépens de la campagne.

MOTS-CLÉS: Géographie urbaine, classes sociales, modes de production capitaliste, industrie, spéculation foncière, logement, centres-villes, quartiers, rapports villes-campagnes.

ABSTRACT

Urban phenomena in today's capitalism

The city is incomprehensible if it is not treated within its practical and theoretical framework: capitalistic class antagonisms. Within this framework, this article examines several related problems: the relation between city and industry, the constitution of downtown areas, the development of the «infrastructure», working-class areas, ethnic wards, and the encroachment of the city on the countryside.

KEY WORDS: Urban geography, social classes, capitalist mode of production, industry, land speculation, housing, downtown areas, quarters, town-country links.

*

**

POSITION DU PROBLÈME ¹

Pour comprendre la ville et l'organisation spatiale de ses habitants, il faut les replacer dans le contexte historique, économique et social, dans lequel elles se situent. Cela signifie, en ce qui concerne les villes actuelles en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, le capitalisme dans son stade monopoliste et impérialiste. Évidemment, la ville, comme phénomène humain, n'est pas une création du capitalisme: les villes de Mésopotamie, d'Égypte, d'Asie, de la Grèce Antique, Rome, les villes du Moyen-Âge, ont dû leur existence à des rapports de production très différents de ceux qui caractérisent les sociétés capitalistes actuelles. Le phénomène urbain est généralement le produit de sociétés où existe une domination de classes; mais il diffère d'un type de société à l'autre suivant la forme de cette domination. En effet, dans les sociétés pré-capitalistes, la ville, si elle est le centre du pouvoir de la classe dominante, dépend très étroitement de la campagne. De fait, elle survit aux dépens de la campagne et de l'agriculture: la richesse non agricole est minime en regard de la production agricole, base de ces sociétés. En conséquence, la ville ne compte que pour une faible part de la population et de la production, elle n'est qu'une excroissance de la campagne.

Genèse de la ville en tant que produit du capitalisme

Le capitalisme a généralisé la ville: on peut dire qu'il représente le premier mode de production essentiellement urbain. C'est la première forme de société qui vit d'un type de production séparé de l'agriculture: l'industrie, qui, dès lors, peut organiser le sol en fonction des intérêts de l'industrie et des activités connexes, ignorant jusqu'à un certain point l'agriculture et les campagnes. Ce dédain pour la campagne ne peut cependant atteindre le point de totale séparation: quelle que soit la puissance de l'industrie, la nourriture des masses urbaines et rurales dépend encore fondamentalement de la production agricole faite à la campagne. Il est certain que la production agricole peut s'industrialiser et s'urbaniser, comme nous le verrons plus loin, mais cela pose de multiples et graves problèmes. La ville dépend donc encore de la campagne, mais, comme dans toute société où la ville est présente, la relation ville/campagne est une relation contradictoire. Le type de contradiction varie avec les divers modes de production et s'explique par les rapports de production spécifiques à ces modes.

Le capitalisme a donc généralisé la ville sur la base de la production industrielle. Et il l'a fait souvent, mais non exclusivement, en utilisant les développements urbains des sociétés antérieures. Évidemment, dans le cas de l'Amérique du Nord ou d'autres régions colonisées sans concentrations urbaines importantes, les villes ont souvent dû être créées du tout au tout. Mais qu'une base antérieure soit présente ou non, le capitalisme construit ou modifie la ville selon ses propres structures. En d'autres termes, la bourgeoisie, classe dominante du capitalisme, fait de la ville un instrument pour atteindre ce qu'elle recherche: la maximisation du taux de profit. En effet, et c'est là un point capital, les villes actuelles en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest ne peuvent se comprendre si l'on ne tient pas compte des rapports de production capitalistes et des antagonismes de classes qui les caractérisent. La base de l'explication de ces villes et de la répartition spatiale des groupes sociaux urbains se trouve dans la situation spécifique des antagonismes de classes dans le pays concerné et dans la ville elle-même, situation spécifique qui s'élabore sur la base de la structure de classes caractérisant tous les pays capitalistes.

Les antagonismes de classes dans les pays capitalistes

Dans tous ces pays, le centre des antagonismes de classes, mais non le seul élément, c'est l'opposition entre bourgeoisie et prolétariat. La bourgeoisie, classe dominante du capitalisme, comprend l'ensemble des individus qui ont le contrôle²

sur les moyens de production, qui engagent une force de travail qui produit les marchandises et y crée de la valeur, et qui, de ce fait, accumulent du capital à même la valeur nouvelle mais non payée (profit) contenue dans les marchandises. Le but de la bourgeoisie est de maximiser le taux de profit, donc la valeur créée par la force de travail et qui ne retourne pas à cette force de travail, pour accélérer le rythme de l'accumulation du capital.

Le prolétariat, c'est la force de travail, i.e. l'ensemble des individus qui ne possèdent pas de moyens de production, qui ne possèdent pas autre chose que leur énergie, leur force de travail potentielle, et qui sont forcés de la vendre à ceux qui possèdent les moyens de production. La valeur des marchandises est créée par le travail, c'est-à-dire par l'énergie exercée par la force de travail sur une matière donnée. La force de travail peut être utilisée soit dans des activités de production de marchandises (et donc de valeur) soit dans des activités cléricales ou de services liées à la circulation des marchandises ou de l'argent et à la reproduction de la force de travail. On appelle «ouvrier» la force de travail utilisée dans la production et «employés» celle qui travaille dans la circulation. C'est sur la base de l'extension de la production capitaliste que se sont multipliés les services et les emplois cléricaux; c'est donc sur la base de l'extorsion de valeur créée par les ouvriers dans la production, et dans le but d'assurer la reproduction du capital et des rapports de production capitalistes, que la bourgeoisie a pu créer tant d'emplois cléricaux.

C'est aussi sur la même base et dans le même but que la bourgeoisie a dû diversifier les tâches de gestion. En effet, elle s'est dotée de toute une armée de cadres moyens, d'ingénieurs, de planificateurs, de comptables, de contrôleurs, etc., qui organisent la production pour le capital. Alors que les tâches des employés sont purement au niveau de l'exécution, celles des cadres moyens, ingénieurs et autres sont des tâches de planification, d'allocation de ressources, de supervision, de surveillance, dont le but est d'accroître la part de valeur qui revient effectivement au capital. Les employés et les ouvriers sont soumis au capital, les cadres *appliquent les moyens* pour assurer cette soumission: ce sont les intermédiaires du capital. Avec les professionnels qui, de par le monopole sur un certain savoir utile à la bourgeoisie, et les intellectuels, qui diffusent des théories qui justifient l'ordre social, les cadres moyens forment la nouvelle petite bourgeoisie. Comme on peut le voir, cette fraction de classe doit son existence à la bourgeoisie et au contrôle que celle-ci exerce sur les moyens de production et la force de travail. La multiplication de ses effectifs suit la courbe ascendante (mais cyclique) du développement du capitalisme (cf. Baudelot et al., 1974, p., 47 sq; Braverman, 1974).

L'ancienne petite bourgeoisie, elle, connaît une fortune inverse: ses effectifs diminuent avec l'expansion capitaliste. L'ancienne petite bourgeoisie est formée de l'ensemble des commerçants, artisans, et petits fabricants, qui ont gardé le contrôle sur certains moyens de production, qui donc ne sont pas obligés de vendre leur force de travail, mais qui n'ont pas non plus les moyens d'engager une force de travail en assez grand nombre pour accumuler du capital. D'une part, cette fraction de classe dépend de la bourgeoisie pour sa survie; elle vend des produits qui proviennent des industriels capitalistes, elle produit des services ou des biens pour les capitalistes, etc.. Elle est donc maintenue en opération pour autant qu'elle continue à être utile à la bourgeoisie, à lui rendre des services. D'autre part, occupant des champs d'occupation qui, soit font concurrence à des éléments de la bourgeoisie, soit peuvent être transformés en secteurs capitalistes, cette fraction de la petite bourgeoisie subit les pressions de la bourgeoisie et décline. Elle rend donc des services au capital, et en cela, elle fait partie de la petite bourgeoisie, mais ses services sont de moins en moins nécessaires.

La petite paysannerie indépendante s'apparente à l'ancienne petite bourgeoisie en ce qu'elle contrôle ses moyens de production. Mais elle s'en distingue en ce

qu'elle produit elle-même une marchandise à travers laquelle, par les mécanismes du crédit et du marché, la bourgeoisie lui soutire de la valeur. La petite paysannerie parcellaire, issue de la transformation de l'occupation féodale du sol, maintenue sur la terre pour des raisons économiques (non-rentabilité de l'agriculture pour le capital) et politiques (appui à la bourgeoisie contre le prolétariat), est maintenant partout en difficulté. C'est que le capital pénètre de plus en plus la campagne, comme nous le verrons plus bas (Bergeron et al., 1977; Bernier 1976; Chatillon, 1976).

La ville: produit des rapports de classes du capitalisme

Cette division en classes, dont deux sont fondamentales et opposées, et où l'existence des autres ne s'explique que par l'évolution des rapports contradictoires entre les deux premières, est pour nous le fil conducteur de l'analyse de la ville. Fondamentalement, donc, la ville sera analysée comme produit des rapports de classes du capitalisme, rapports de classes toujours en mouvement, dont l'essence est le *rapport* qui existe entre les classes. Il faut souligner dès le départ que l'opposition fondamentale de classe bourgeoisie/prolétariat est insuffisante à elle seule pour expliquer le phénomène urbain. C'est que, au niveau social, il existe de multiples contradictions secondaires dont on doit tenir compte dans l'analyse: contradiction ville/campagne, divisions ethniques, etc.. Mais de plus, pour comprendre la ville et l'organisation de ses habitants, il est nécessaire de clarifier la relation qui existe entre les rapports de production et l'*espace*. De fait, le but de l'analyse présente est d'expliquer comment les multiples contradictions du capitalisme produisent une utilisation de l'espace nécessairement contradictoire, toujours sur la base du cadre bâti préexistant. Il s'agira donc de comprendre le jeu des antagonismes de classes dans ses multiples facettes, et dans sa relation à un cadre physique spatial et concret. Cette relation n'est pas à sens unique: des classes vers l'espace, même si c'est cet aspect de la relation qui est déterminant; en effet, l'espace, le cadre bâti, et même le milieu naturel (cf. détérioration du milieu par la pollution) exercent des contraintes sur l'activité des diverses classes.

La tâche n'est donc pas simple. Il faut éviter à la fois l'écueil d'une présentation trop abstraite des rapports de production et des antagonismes de classes qui évacuerait le cadre spatial concret où ils se situent, et celui d'une description de l'apparence du cadre urbain (délimitation et description des quartiers, etc.) qui ne tiendrait pas compte de ce qui la détermine. Il faut donc inclure dans l'analyse le jeu complexe des antagonismes de classes et leurs relations dialectiques à l'espace. En ce sens, la ville est vue comme concentration de force de travail et des moyens de sa reproduction, sur la base de la concentration capitaliste des moyens de production et du capital-argent. Et cette concentration s'accroît dans le temps.

Cette définition de la ville inclut donc de multiples aspects qu'il faut absolument intégrer à l'analyse. Mais cette intégration entraîne certains problèmes d'exposition: à cause de la complexité du sujet, il est impossible de le traiter linéairement. L'analyse devra donc procéder par sections relativement indépendantes, chacune s'attaquant à un problème spécifique, traité dans le contexte des antagonismes de classes du capitalisme. Les problèmes traités seront les suivants: la ville capitaliste et l'industrie; le centre-ville et la spéculation foncière; l'État, les équipements, et la crise du logement; les quartiers populaires; les quartiers ethniques; et l'empiètement de la ville sur la campagne. Une courte synthèse du problème sera présentée en conclusion. Étant donné l'ampleur du sujet, le traitement de chaque question sera quelque peu sommaire.

LA VILLE CAPITALISTE ET L'INDUSTRIE

Le capitalisme commercial

Le capitalisme est d'abord apparu en Europe sous sa forme commerciale et la première expansion urbaine capitaliste a été liée à l'extension du commerce. En effet, dès avant l'apparition de l'industrie, qui constitue la forme de production capitaliste spécifique, la bourgeoisie commerciale, utilisant des biens produits dans des unités de production non-industrielles i.e. la manufacture, l'atelier artisanal, et la famille, a accumulé du capital-argent et a entraîné une certaine concentration urbaine autour de ses activités. Parallèlement, cette bourgeoisie créait des manufactures où elle utilisait déjà une force de travail salariée dont elle soustrait les produits qu'elle vendait avec profit par la suite. La manufacture a donc entraîné une première concentration de main-d'oeuvre salariée, où cependant la main-d'oeuvre conservait souvent son métier et n'était pas soumise au rythme de machines mues par des sources d'énergie non-animale, comme ce fut le cas dans l'industrie. La force de travail utilisée dans la manufacture provenait de l'expropriation des paysans et de la ruine des artisans, toutes deux provoquées par le développement d'une économie marchande. L'expansion de la ville à cette époque était liée à la nécessité pour la bourgeoisie de concentrer ses opérations manufacturières et commerciales, donc sa main-d'oeuvre, dans des endroits propices au commerce, c'est-à-dire près des marchés, des voies de communications, et des sources de crédit. C'est pour la plupart dans les petites villes commerciales issues du moyen-âge féodal que la bourgeoisie commerciale a concentré ses opérations, accélérant ainsi le processus d'urbanisation.

Naissance du capitalisme industriel urbain

Toutefois, c'est le développement de l'industrie qui, en décuplant la force productive des sociétés, en transformant de plus en plus de paysans et d'artisans en travailleurs salariés, et en multipliant les secteurs de production et de services, a produit l'urbanisation poussée caractéristique des sociétés capitalistes actuelles. L'industrie a remplacé l'agriculture et la manufacture comme secteur productif primordial. L'augmentation de la taille des usines, et par conséquent la concentration de moyens de production et de force de travail, les interrelations entre divers secteurs de production qui dépendent les uns des autres dans la division sociale du travail, la nécessité de trouver des marchés pour les produits, les facilités de transport, l'approvisionnement en capital-argent, en moyens de production, et en main-d'oeuvre, tous ces facteurs entraînaient nécessairement l'implantation de nouvelles usines en milieu urbain, avec tous les services que cela comporte. En un mot, la bourgeoisie voyait dans la concentration spatiale un moyen de diminuer les faux frais de production: frais de transport, frais de circulation du capital, frais d'immobilisation des marchandises, etc... Par ailleurs, le territoire de la ville lui-même, valorisé par la concentration de tant d'activités, deviendra vite un moyen d'augmenter le taux de profit, même si cela entraîne certaines contradictions au niveau des coûts de production (voir sections suivantes).

La concentration urbaine, comme moment ou aspect du processus d'accumulation du capital et de la recherche du profit, la ville comme lieu de centralisation de biens matériels et de force de travail, sont donc liées au développement de l'industrie. En ce sens, on peut dire que le mode de production capitaliste est le premier mode de production essentiellement urbain, le premier dont le lieu de production principal est la ville, le premier qui a transformé la concentration spatiale en «moyen d'accumulation». La ville actuelle, c'est véritablement le lieu de la bourgeoisie. Le capitalisme est urbain et c'est l'industrie qui fonde la ville actuelle. Cette conclusion se manifeste clairement dans le caractère industriel de la vaste majorité des métropoles actuelles. Au Canada, Montréal, Toronto, Vancouver, sont des villes à vocation industrielle. C'est le cas aussi de New York, Chicago,

Los Angeles, Détroit, Philadelphie, etc. aux États-Unis, et de Londres, Paris, Rome, Madrid, Francfort, Cologne, Manchester, Bruxelles, etc. en Europe de l'Ouest. S'il existe des grandes villes peu industrialisées, dont l'activité principale est habituellement l'administration gouvernementale (Ottawa, Québec, Washington), ces villes et l'État qui les fait vivre sont soutenues par l'activité productive de la force de travail dans d'autres villes du même pays, activité qui crée la richesse matérielle du pays tout entier. En général, les grandes villes des pays capitalistes sont des villes industrielles; et les nouvelles villes qui sont créées à l'heure actuelle (par exemple, Dunkerque en France; cf. Castells et al., 1974) sont des villes centrées exclusivement sur des complexes industriels. Ce qui est paradoxal, surtout dans le cas des métropoles, c'est que souvent le caractère industriel de la ville n'est pas immédiatement visible. En effet, la ville, c'est d'abord le centre-ville. Or, si, au XIXème siècle, le centre-ville était surtout industriel, les centres-villes, pour des raisons données dans la prochaine section, sont devenus des zones commerciales et administratives. L'industrie a quitté le centre-ville pour s'établir dans des quartiers extérieurs, la place étant prise par le commerce, les banques, la finance, l'administration étatique, les bureaux-chefs de compagnie, les relations publiques, et le tourisme.

Industrialisation et développement régional inégal

La disparition de l'industrie du centre-ville nous laisse deviner que l'espace dans le capitalisme n'est pas homogène³. En effet, l'espace dans les pays capitalistes comporte des utilisations diverses de «rendement» inégal. On distingue entre autres les zones commerciales, les zones industrielles, les zones d'habitation, les zones portuaires, etc. en milieu urbain. Il faut souligner aussi la distinction ville/campagne, qui recoupe en bonne partie la distinction industrie/agriculture, dont nous reparlerons dans la 7ème section; et la division entre régions de forte et de faible concentration d'activités capitalistes. En effet, si l'on examine n'importe quel pays capitaliste, on peut voir que les activités industrielles et commerciales importantes sont concentrées dans quelques villes ou régions limitées, le reste du territoire revenant généralement à l'agriculture et aux activités capitalistes de faible envergure. De plus, malgré l'implantation d'usines souvent importantes en régions rurales ou dans de petites villes, la concentration des activités capitalistes va en augmentant. La raison en revient, comme on l'a vu, à l'imbrication des opérations de la bourgeoisie et à la nécessité pour elle de minimiser les faux frais de production pour augmenter le taux de profit. L'implantation d'usine en milieu rural peut survenir pour divers motifs: proximité de richesses naturelles utilisables, possibilité d'utiliser une réserve de force de travail à bon marché, désir de profiter des programmes gouvernementaux d'incitation à la décentralisation, etc.. Mais cette implantation demeure limitée. De fait, la répartition spatiale des activités capitalistes résulte essentiellement en un développement régional inégal, qui a sa base dans le développement inégal des secteurs de production. Ainsi, on trouvera concentrées dans les grandes villes les activités les plus productives ou celles qui sont essentielles à la circulation du capital (industries lourdes, banques, gros commerce, administration); la campagne s'occupera de l'agriculture, en crise permanente, et les petites villes prendront en charge les secteurs d'industrie les moins rentables (textile, vêtement, chaussure, bois) et les services à la population rurale. Une telle division spatiale des tâches est la conséquence logique de l'accumulation capitaliste, reflet au niveau national du développement inégal au niveau international.

CENTRE-VILLE ET SPÉCULATION FONCIÈRE

Le centre-ville des métropoles a vu disparaître la plupart des industries de pointe. Mais il demeure, et plus fortement que jamais auparavant, sous le contrôle de la grande bourgeoisie. Pour expliquer cette mainmise accrue du capital sur le centre-ville, il est nécessaire, d'une part, de présenter la distinction entre capi-

tal financier et capital industriel, et, d'autre part, de donner quelques explications sur la compétition entre firmes et sur les mécanismes de la spéculation foncière.

Si le profit comme valeur provient de la production comme telle, la bourgeoisie n'en a pas moins transformé toutes sortes d'activités en moyens d'accumuler. Ainsi, à côté de la bourgeoisie industrielle se sont constituées la bourgeoisie bancaire qui, au Canada, est fortement concentrée, et la bourgeoisie commerciale. À mesure que la production capitaliste s'est développée, les compagnies sont devenues beaucoup plus grosses, leur capital et leur taille ont beaucoup augmenté, et leur nombre a diminué à un point tel que, dans la majorité des secteurs, une poignée de compagnies géantes, de monopoles, contrôlent presque entièrement la production (par exemple, le secteur de l'automobile en Amérique du Nord est dominé par 4 compagnies). L'augmentation de la taille des entreprises a entraîné la nécessité de concentrer un capital toujours plus important, dont une part grandissante est obtenue par le crédit. Pour assurer un approvisionnement constant en capital, les industries géantes ont établi des liens stables avec des banques, créant ainsi la fusion entre capital bancaire et capital industriel, fusion qui eut pour résultat l'apparition d'une nouvelle forme de capital plus concentrée et plus puissante: le capital financier. Ayant sa base dans la production industrielle, mais tentant de s'emparer de toute activité susceptible de rapporter un profit intéressant, le capital financier domine la société capitaliste actuelle⁴.

Monopoles de propriété et rente des terrains

C'est le capital financier qui contrôle les centres-villes dans les métropoles contemporaines. Ce contrôle a été établi graduellement, à mesure que les activités économiques concentrées dans le centre-ville ont «valorisé» le sol. Sans entrer dans les détails du «prix» du sol, on peut dire que son fondement premier se trouve dans la propriété privée du sol qui définit un monopole de certains individus sur une parcelle de terrain défini. Ce monopole permet au propriétaire d'exiger une somme d'argent, une *rente*, pour la location du terrain ou des équipements (maison, bureau, usine) qui s'y trouvent. Le prix du sol est fondé sur la rente obtenue de l'usage actuel du terrain et/ou sur la rente potentielle qui serait obtenue en transformant l'utilisation du terrain (par exemple, en passant de maison à appartements à des bureaux modernes). Le prix du sol, c'est la rente actuelle ou la rente potentielle capitalisée: cela signifie que ce prix est calculé sur la base de la rente (actuelle ou potentielle). Le prix du sol est considéré comme un capital à mettre en valeur, et la rente comme le profit de ce capital. Or, ce capital comme tel n'existe pas, il est fictif, il est établi par un calcul sur la base de la rente qui, elle, existe réellement. Ainsi, plus la rente augmente, plus le capital fictif représenté dans le prix du sol augmente.

Le montant de la rente d'un terrain dépend de son utilisation actuelle, mais il existe pour certains terrains une utilisation potentielle qui augmenterait la rente. La spéculation foncière consiste précisément à jouer sur ces utilisations potentielles. Prenons par exemple une vieille maison à appartements délabrée, dont le propriétaire ne peut exiger des locataires que de faibles loyers, qui rapporte donc une rente dérisoire: la valeur marchande de la maison est extrêmement faible. Si cette maison est située à proximité du centre-ville, le terrain sur lequel elle est construite pourrait être utilisé à d'autres fins, entre autres pour des édifices à bureaux ou pour des appartements luxueux. La spéculation consiste à augmenter le prix du sol, sans qu'il n'y ait souvent la moindre dépense pour améliorer le terrain, en invoquant les utilisations potentielles.

Si nous reprenons l'exemple de la vieille maison délabrée, disons qu'une grosse compagnie financière l'achète pour le prix calculé selon la rente actuelle, soit \$20 000. La compagnie peut transformer elle-même l'utilisation de cette parcelle de terrain, en construisant par exemple un édifice à bureaux. La compagnie cal-

culera alors son «profit» en mettant en relations d'une part l'ensemble des loyers perçus et d'autre part les dépenses pour l'achat du terrain, la construction et l'entretien de l'édifice. Compris dans ce profit, toutefois, on trouvera, d'une part, le profit proprement dit sur le seul capital dépensé, c'est-à-dire celui qui a servi à payer pour la construction de l'édifice, et d'autre part, la rente qui vient du monopole du terrain, rente pour laquelle la compagnie a payé un certain montant en achetant le sol. Or, étant donné la localisation de l'édifice, la valeur locative ne sera pas déterminée par le prix payé pour le terrain ou pour la construction de l'édifice, mais bien par les loyers payés pour des bureaux semblables dans le même quartier ou dans les quartiers avoisinants. Et ces loyers sont eux-mêmes déterminés par l'activité économique générale du centre-ville, donc, par les opérations de la bourgeoisie elle-même. En transformant l'utilisation du sol, la compagnie obtient un surprofit qui vient des loyers élevés payés pour les bureaux. Si elle veut vendre, la compagnie calculera le prix du terrain par rapport à cette nouvelle valeur locative. Le prix du terrain a donc augmenté du fait qu'on y a construit un édifice à bureaux, mais ce, de deux façons différentes: d'abord à cause du coût du nouvel édifice, ensuite et surtout parce que l'utilisation nouvelle du terrain permet une rente élevée qui provient de sa localisation.

Dans l'exemple ci-dessus il y a eu achat de terrain et transformation de son utilisation en vue d'obtenir un meilleur rendement sur le capital. Il y a là spéculation au sens large en ce que l'achat a été fondé sur une augmentation potentielle de la rente. Il y a spéculation foncière au sens strict lorsque l'on joue sur les utilisations potentielles du terrain pour faire augmenter son prix sans que l'on en transforme effectivement l'utilisation. Par exemple, supposons que la compagnie financière qui a acheté le terrain n'y construit rien, mais tente plutôt de le vendre à prix plus élevé sur la base de la valeur locative des édifices modernes dans le même quartier. Dans ce cas, le prix augmente non en fonction d'une réelle utilisation nouvelle, mais en fonction d'une utilisation anticipée. Le capital fictif a donc été multiplié sans qu'aucune dépense n'ait été faite.

La spéculation est d'autant plus poussée que les compagnies financières qui contrôlent des parties du centre-ville tentent d'en accaparer de plus en plus. Étant capables de répercuter les hausses de coûts que représentent les hausses du prix du sol sur la valeur locative des édifices, ou, en dernières instances, sur le prix des services ou des marchandises qu'elles fournissent, ces compagnies, en compétition, sont prêtes à payer des fortes sommes pour des terrains ayant une utilisation potentielle intéressante. Jouant sur cette compétition, des compagnies essentiellement spéculatives achètent et revendent les terrains, souvent à des filiales, pour en faire augmenter les prix; en effet, ces achats et ventes successifs «montrent» l'attrait qu'ont ces terrains pour des acheteurs qui voudraient en transformer l'utilisation. On peut se demander pourquoi les grosses compagnies financières acceptent de payer des prix si élevés pour les terrains du centre-ville. Une partie de l'explication tient à la valeur locative élevée des édifices construits au centre-ville. Mais il y a aussi le fait suivant: les prix payés pour les terrains par les grosses compagnies financières sont toujours, sauf en cas d'erreur de leur part, inférieurs aux prix reconnus pour ces terrains lorsque les compagnies les utilisent. Autrement dit, même si elle a payé un fort prix pour un terrain, une compagnie fera tout en son pouvoir pour que la valeur reconnue du terrain, sur la base de la valeur locative réelle ou supposée, soit supérieure à ce prix initial.

Il est intéressant de noter que, dans certaines conjonctures, il peut s'avérer plus rentable pour une compagnie de laisser un terrain de grande valeur inutilisé pendant un temps plus ou moins long: la valeur du terrain ne baisse pas, alors que la construction d'un édifice pourrait entraîner un surplus d'espace à louer, ce qui produirait une baisse de loyers et donc de la valeur des terrains. La compagnie préférera garder le terrain inutilisé jusqu'à ce que la construction d'un édifice apparaisse rentable. Il peut sembler irrationnel pour une compagnie de garder

un tel terrain inutilisé, même si la valeur ne baisse pas. Or, il n'en est rien. Car la valeur du terrain peut être incluse dans les avoirs totaux de la compagnie, avoirs qui servent de garantie dans l'obtention de prêts. Plus la valeur du terrain est élevée, plus gros est le prêt que l'on peut obtenir avec sa garantie. C'est ce qui pousse les compagnies à agrandir le centre-ville et à augmenter le prix des terrains. Par ce moyen, elles réussissent à s'arroger des capitaux de plus en plus grands, à contrôler une part grandissante de la richesse totale de la société. Cette pratique est éminemment inflationnaire en ce qu'elle équivaut à une création de toute pièce de capital-argent: de fait, il s'agit de la transformation d'un capital fictif (le prix du sol) en un capital-argent réel, mais la réalité de ce capital-argent est illusoire pour la société dans son ensemble en ce qu'il n'est pas appuyé par une égale production de richesse réelle. On se retrouve donc avec une somme d'argent nouvelle créée par la spéculation à travers les mécanismes du crédit. Pour la compagnie qui utilise ce capital et qui en obtient un taux de profit, cette pratique a contribué à élargir sa part de la richesse totale. La création d'argent fictif permet donc à certaines compagnies de contrôler davantage de richesse réelle. Mais quelles sont les conséquences de cette pratique?

Conséquences de la spéculation foncière sur le prix des marchandises et services

La conséquence la plus importante réside en une hausse de prix pour l'ensemble des marchandises et services, hausse qui provient du haut niveau des valeurs locatives qui, d'une façon ou d'une autre, sont répercutées sur les consommateurs. Les consommateurs les plus touchés sont les gens à revenu fixe: pensionnés, chômeurs, assistés-sociaux, rentiers, etc. dont le revenu est habituellement faible. Sont touchés aussi tous ceux qui ne peuvent obtenir des hausses de salaires équivalentes aux hausses de prix: la majorité des ouvriers et des employés. Par ailleurs, les petits commerçants et les petits industriels subissent eux aussi une baisse des revenus parce qu'ils ne peuvent répercuter les hausses de coûts sur les prix des marchandises vendues. Enfin, conséquence paradoxale, à première vue, les industries, ayant besoin de superficies de bonne grandeur, déménagent du centre-ville afin d'éviter les coûts élevés du sol pour aller à des endroits facilement accessibles par bateaux, route ou chemin de fer, mais situés en banlieue, donc là où la rente est plus faible. Ce qui paraît contradictoire dans cette pratique, c'est qu'une compagnie établira son usine en banlieue alors qu'elle gardera son bureau-chef au centre-ville. Deux facteurs expliquent cette contradiction apparente. Premièrement, il est possible de construire des édifices à bureaux de 40 étages et plus, alors qu'il est impossible à cause des machines, de construire des usines ayant la même configuration. Les édifices à bureaux permettent une utilisation plus intensive du sol et ainsi la rente payée pour chacun des bureaux est relativement plus faible. Deuxièmement, il est facile pour une compagnie de calculer les faux-frais directement liés à la production comme telle et de les comparer au coût de production proprement dit des marchandises. Cependant, dans les secteurs comme les banques ou la publicité, tous les coûts sont des faux frais si on les compare à la production proprement dite. Or, dans la comptabilité capitaliste, ces secteurs sont équivalents aux secteurs de production en ce qu'ils rapportent un profit. Les faux frais de production apparaissent donc comme de réels coûts de production, qu'il faut nécessairement répercuter sur les prix de services. Par ailleurs, afin de vendre le plus de services possible, il faut pouvoir présenter une façade de solidité économique. C'est ce que permet la localisation au centre-ville. Les frais dus à la rente élevée au centre-ville, nécessaires pour fin de relations publiques, seront donc répercutés dans les prix d'autant plus facilement que le temps de travail contenu dans les services est non-calculable, ce qui n'est pas le cas pour les marchandises. Face à la rente élevée au centre-ville et à la nécessité croissante de donner cette image de solidité économique afin d'obtenir du crédit et de vendre, les industries couperont sur les coûts de production en déménageant leurs usines en banlieue mais maintiendront la façade en gardant le bureau-chef en ville. Les faux frais encourus pour le maintien de ce bureau-

chef seront répercutés dans les prix des marchandises sous forme de coûts de représentation ou d'administration.

Le centre-ville devient alors le royaume du capital financier, des grands trusts, des compagnies monopolistes. Pour agrandir son royaume, le capital tente d'élargir le centre-ville en empiétant sur les vieux quartiers résidentiels et commerciaux avoisinants. Ainsi on achète des terrains où se trouvent des petits commerces, des vieilles maisons à appartements (dont beaucoup sont des taudis, habités par des ouvriers ou des assistés sociaux), et des maisons unifamiliales, que l'on détruit pour construire des nouveaux édifices en hauteur, avec galeries de magasins et stationnement au sous-sol et bureaux ou appartements aux étages. Le capital financier s'approprie ces terrains, appartenant à des petits propriétaires, surtout par des moyens légaux. Mais souvent, les petits propriétaires refusent de vendre; alors, certaines compagnies n'hésiteront pas à utiliser l'intimidation, les coups, et même l'incendie criminel, comme on en a connu plusieurs cas à Montréal, pour forcer les petits propriétaires à vendre. Dans ces pratiques d'achat, les compagnies ont l'appui des banques qui refusent de prêter pour l'amélioration des édifices de ces quartiers. Plusieurs compagnies utilisent des prête-noms, c'est-à-dire des personnes qui sont financées par les compagnies, pour lesquelles elles achètent légalement en leur nom personnel.

L'ÉTAT, LES ÉQUIPEMENTS ET LA CRISE DU LOGEMENT

Le développement du capitalisme a entraîné une intervention toujours accrue de l'appareil d'État dans l'économie. L'État, dont les fonctions répressives ont été doublées de fonctions d'administration et d'incitation économique, est intervenu de plus en plus afin de consolider l'ordre existant au profit de la bourgeoisie. En effet, dès qu'il apparaît, l'appareil d'État a pour buts: de maintenir les rapports de production existants au profit de la classe dominante de l'époque, surtout en utilisant la contrainte contre les classes dominées; de tenter de gérer les conflits internes à la classe dominante et les crises périodiques qui se font jour; et d'aménager les moyens nécessaires au maintien de la production. Cette dernière fonction signifie que l'État doit au minimum assurer les conditions générales de la reproduction des éléments de la production, c'est-à-dire les moyens de production et la main-d'oeuvre. Par exemple, en Chine féodale, l'État devait voir au maintien des canaux d'irrigation, moyen essentiel de la production agricole; dans la Rome esclavagiste, l'État organisait des campagnes de recrutement d'esclaves; dans nos sociétés, l'État organise l'entrée de main-d'oeuvre venant de pays étrangers; et ainsi de suite.

Dans le capitalisme, l'État qui, au XIX^{ème} siècle, administrait les activités générales nécessaires au maintien de l'ordre social (armée, police, administration civile, construction de routes et de ports, législation du travail) a, au XX^{ème} siècle, ajouté à ses fonctions l'intervention économique directe comme promoteur ou propriétaire. L'État incite à la construction d'usines ou de logements, il entreprend même ces travaux, et il gère des unités de production ou d'habitation.

L'intervention économique de l'État

Par rapport à l'urbain, le rôle de l'État apparaît dans le zonage, l'utilisation du sol par l'État, et la gestion de la reproduction de la force de travail.

Le zonage consiste en une réglementation étatique de l'usage des terrains. On décrète, par exemple, que le quadrilatère situé entre telles ou telles rues sera réservé aux maisons à appartements de moins de trois étages, que tel autre sera réservé au développement industriel, etc.. Ce qui détermine habituellement l'usage défini par le zonage, c'est l'utilisation antérieure du sol, fondée sur des critères de rentabilité.

D'abord, les règlements de zonage définissent des zones selon les activités qui y sont implantées ou qui sont pratiquées dans des quartiers avoisinants. Ce faisant, ils délimitent des zones monopolisées destinées à des usages particuliers, dont certains, dans la logique de la mise en valeur du capital, sont plus rentables. Le zonage, de fait, en délimitant des terrains pour des usages particuliers bien localisés, règlemente sans aucun doute l'utilisation du sol, mais à l'avantage de la bourgeoisie qui tente de valoriser son capital en monopolisant le sol et en jouant sur ses utilisations possibles. Par ce moyen, elle augmente la part de richesse qui lui revient. Mais ce n'est pas tout. Le zonage une fois fait, les municipalités qui l'ont défini sont sujettes à des pressions de divers promoteurs qui tentent de valoriser des terrains déjà acquis. Comme les municipalités sont toujours à court de fonds, toute augmentation de la valeur du sol risque d'augmenter leur base de taxation. Comme, par ailleurs, les municipalités sont souvent directement sous le contrôle des promoteurs, les zones définies sont souvent modifiées, revalorisant certains terrains, favorisant ainsi certaines corporations ou individus aux dépens des autres.

L'utilisation du sol par l'État

Le zonage délimite aussi des terrains qui sont «mis en valeur» par l'État lui-même. Ici, il faut distinguer entre zones utilisées aux activités administratives de l'État et celles qui sont réservées à la construction d'équipement. L'extension des premières zones est rendue nécessaire par l'expansion du personnel et des activités de l'appareil d'État; elle vient de la nécessité de trouver des terrains et édifices adéquats pour loger ces gens et ces activités. À cette fin, l'État s'approprie des terrains dans certaines parties des métropoles. Or, la construction de grands édifices à bureaux par le gouvernement, habituellement dans les centres-villes, a deux effets: il augmente le rythme des activités dans cette partie de la ville; par ailleurs, monopolisant de bonnes étendues de terrain pour lesquels il doit souvent payer de forts montants, il diminue les superficies utilisables à d'autres fins dans le quartier. Or, ces deux effets entraînent une augmentation de la valeur des terrains, aidant ainsi les propriétaires de ces terrains à agrandir le capital fictif immobilisé dans le sol.

L'État fournisseur d'équipements

Le rôle de l'État dans les équipements est encore plus crucial. Par équipements, on entend tous les moyens matériels, à l'exception des moyens de production, nécessaires à la production et à la circulation capitalistes, y compris la reproduction de la force de travail: routes, ports, aéroports, chemins de fer, aménagements pour l'eau et l'électricité, logements, parcs, etc.. Les équipements liés à la reproduction de la force de travail étant traités plus bas, limitons-nous ici aux autres aspects. Les équipements ont tous un rôle important à jouer dans la production ou la réalisation de la valeur des marchandises. Les ports, aéroports, chemins de fer, routes, servent principalement à la circulation physique des marchandises, à leur transport du lieu de production au lieu d'utilisation. Ce sont donc des moyens qui permettent la réalisation de la valeur des marchandises, i.e. leur échange contre une somme d'argent, réalisation évidemment essentielle à l'obtention du profit contenu dans cette valeur. Les aménagements pour l'eau et l'électricité, s'ils servent en partie à la consommation domestique, n'en sont pas moins essentiels au fonctionnement des unités de production. De fait, l'électricité sert surtout comme force motrice pour les machines des industries.

Les équipements sont donc en premier lieu, et ce, de façon avouée, liés au bon fonctionnement de la production et de la circulation capitalistes. Ils facilitent l'obtention maximale du taux de profit, permettant d'augmenter le volume de la production et de la circulation (économie d'échelle) et de diminuer les faux frais liés à la circulation des marchandises. Or, l'aménagement des équipements

nécessite des fonds et des terrains. Les fonds proviennent d'une part des recettes courantes de l'État obtenues de diverses sources, mais surtout des impôts payés par les contribuables, au premier chef, les classes populaires; d'autre part des emprunts gouvernementaux, emprunts utilisés à des fins non-productives car ils ne servent aucunement à la production de valeur, et dont l'augmentation renforce les tendances inflationnistes. Quant aux terrains, il faut les acheter et les aménager. L'aménagement d'équipements entraîne toujours une conversion dans l'utilisation du sol. Ces conversions touchent souvent des terres non-urbanisées (forêts, terres agricoles), comme en font foi les exemples de l'aménagement hydro-électrique de la Baie de James et de la construction du nouvel Aéroport international de Montréal à Mirabel, exemples parmi tant d'autres. Dans ces cas, des terres utilisées pour l'agriculture, la chasse, ou la coupe du bois sont appropriées et leur usage modifié. Dorénavant, elles serviront pour des équipements qui profiteront, d'abord et avant tout, aux financiers, aux industries, aux commerçants et aux promoteurs. Ces aménagements signifient aussi l'empiètement de la ville sur la campagne, phénomène analysé plus bas.

La majorité des équipements sont construits dans des zones urbanisées. Mais ici aussi, il faut transformer l'utilisation du sol. L'achat des terrains pour fins d'équipements a plusieurs effets: d'abord, comme on l'a vu, il valorise le sol en délimitant des zones monopolisées, exacerbant ainsi les tendances à la spéculation; deuxièmement, notamment par les autoroutes, il augmente le flux de circulation vers certaines zones, surtout le centre-ville, entraînant pour les commerçants de centre-ville une hausse des ventes, et, par conséquent une hausse des prix du sol; troisièmement, comme nous le verrons plus en détails, ces équipements détruisent souvent des quartiers résidentiels où habitent ouvriers, assistés sociaux, et employés, brisant ainsi des liens sociaux. Ces destructions sont souvent situées dans des zones de pénurie de logements, et elles accentuent ainsi la crise endémique du logement traitée plus bas. Le rôle de l'État dans la construction d'équipements n'avantage pas également tous les groupes capitalistes, mais il n'en a pas moins pour effet de faciliter la production des marchandises et la réalisation du profit. Les activités de promotion de zones industrielles par l'État ont le même effet.

Le rôle de l'État dans la reproduction de la force de travail en milieu urbain

Il faut maintenant examiner le rôle de l'État au niveau de la reproduction de la force de travail en milieu urbain. Cette question comporte quatre aspects principaux: le logement, le transport, l'éducation, et les services de santé. Le logement comporte des problèmes importants et uniques qu'il faut traiter à part. Les trois autres aspects de la reproduction de la force de travail ont été pris en charge, de plus en plus, par l'État, après une période où certaines opérations étaient aux mains de capitalistes privés. Le transport est essentiel à l'acheminement de la main-d'oeuvre de son lieu d'habitation à son lieu de travail. Si les ouvriers constituent une proportion importante de cette main-d'oeuvre qui utilise les routes et les transports en commun, c'est surtout la masse des employés et cadres travaillant dans le centre-ville qui constitue le noyau essentiel des utilisateurs de ces moyens de transport. Avec l'augmentation de la taille des villes, avec la spécialisation du centre-ville dans les activités administratives et commerciales, la majorité des employés et cadres sont obligés de voyager, souvent pendant de longs moments, dans les trains bondés ou sur des routes bloquées, pour se rendre de la maison au travail et vice-versa. Malgré les dépenses énormes de l'État dans ces domaines, dépenses qui profitent aux constructeurs de routes, aux industries fabriquant les autobus et wagons, et aux compagnies de transport, les conditions de transports ne s'améliorent guère. Quant à l'école et aux services de santé, nécessaires à la reproduction physique, technique, et idéologique de la force de tra-

vail, leur financement coûte cher, même si des problèmes endémiques continuent d'entraver leur fonctionnement.

Le logement

La question du logement est au centre des problèmes urbains actuels. Conséquences de la nécessité pour le capital de concentrer les moyens de production et la main-d'oeuvre en vue de maximiser le taux de profit, les agglomérations urbaines comportent forcément une bonne proportion d'habitations et de quartiers résidentiels. En réalité, ce qui *fait* la ville, non dans le sens de ce qui en cause la concentration mais dans le sens de ce qui en constitue l'élément essentiel, c'est le rassemblement de main-d'oeuvre, c'est la concentration de population elle-même. Population différenciée, divisée, qu'il faut absolument loger. Le logement est donc au centre même de la question urbaine. Le logement, c'est avant tout un endroit où habiter, c'est-à-dire manger, dormir etc.. Mais l'endroit d'habitation peut aussi constituer une réserve de valeur. De fait, ce qui fonde le problème du logement dans les sociétés capitalistes, c'est le fait que le logement est à la fois un besoin et une marchandise qu'il faut produire (cf. Harvey, 1973, chap. 5).

Dans le capitalisme, une marchandise n'a une valeur d'échange que si elle a une valeur d'usage quelconque. Cela ne signifie pas que c'est l'utilité marginale de la marchandise qui détermine sa valeur d'échange. Celle-ci vient de la quantité moyenne de force de travail dépensée à la production de la marchandise. Cependant, pour que cette valeur soit réalisée, c'est-à-dire, pour que la marchandise s'échange contre un montant d'argent, il faut que quelqu'un en ait besoin et soit prêt à payer ce montant pour l'obtenir. En effet, et c'est là un point capital, ce n'est pas le besoin comme tel qui permet de réaliser la valeur, mais bien le besoin solvable, c'est-à-dire le besoin de celui qui a les moyens financiers de se payer la marchandise. Le besoin en lui-même n'a pas de signification s'il n'est appuyé par la capacité d'acheter. Ces considérations s'appliquent à toutes les marchandises, y compris au logement. Dans ce cas, ce qui compte, ce n'est pas le besoin comme tel que les gens ont de se loger, c'est plutôt leur capacité de payer un loyer de niveau tel que le propriétaire obtient un profit intéressant de la location. Ainsi, toute une masse de gens qui ont effectivement besoin de logements parce que leur habitation actuelle est insalubre ou surpeuplée, ne peuvent se procurer ces logements car ils n'ont pas les moyens de payer les loyers exigés.

Il est nécessaire d'examiner cette question plus en détails. Si, pour les propriétaires de logements, c'est le taux de profit qu'il faut maximiser, les loyers ne peuvent dépasser une certaine limite inférieure. Par ailleurs, on ne construira de nouveaux logements qui si l'on escompte les louer à prix assez élevés pour obtenir un fort taux de profit. Or, les classes populaires, y compris une bonne partie de tous les vieillards, ayant des revenus limités, ne peuvent payer plus qu'un certain montant en loyer. Ce niveau est, pour une bonne partie des gens de ces classes, inférieur au loyer minimum nécessaire pour rentabiliser la location de logements en bon état. Il en résulte que les gens les plus pauvres ne peuvent louer que des appartements vétustes, mal équipés, dans de vieux quartiers. Et même ces quartiers sont rognés par l'extension du centre-ville. Étant donné la non-solvabilité de ces gens pauvres, on ne construit pas de logements pour eux. Les pauvres sont donc contraints de vivre dans des logements surpeuplés, inadéquats, à loyer exorbitant par rapport à la qualité des équipements. Ces conditions difficiles renforcent les effets du chômage: misère, morbidité, relations sociales difficiles, violence, criminalité, effets qui dégradent encore plus ces quartiers. La misère et le surpeuplement, conséquences de la mise en valeur du capital (voir section suivante), entraînent des problèmes sociaux, des contradictions, dont certains, par ricochet, touchent tous les habitants des villes: la criminalité, par exemple, peut affecter même la bourgeoisie si les gens se font attaquer dans la rue. Fa-

ce à cette situation, l'État doit intervenir, trouver des solutions. La répression policière en est une, mais elle est nettement insuffisante. La construction de HLM en est une autre. Mais celle-ci aussi est insuffisante car le nombre de logements à loyer modique est toujours bien en dessous des besoins. L'État, en effet, n'a pas les moyens ni le désir de remédier adéquatement aux problèmes du logement. Il va au plus pressant. Il faut du cataplasme. Car, avec ses restrictions budgétaires et administratives, l'État ne peut construire que des logements qui deviennent rapidement surpeuplés, et qui offrent un milieu social et naturel dégradé (absence d'arbres, pas de magasin, etc.). La «solution» ne fait donc que reproduire le problème, mais dans un autre endroit et un autre cadre. L'État «déménage» la misère, il ne la fait aucunement disparaître.

Par ailleurs, les employés et les petits-bourgeois voient une partie de leur stock de logements se dégrader à cause soit de l'extension du centre-ville, soit de l'entrée (souvent planifiée par des agents immobiliers pour faire baisser les prix des terrains) des plus pauvres dans leurs quartiers. La seule solution pour plusieurs d'entre eux est de trouver des logements ailleurs. Or, souvent, les logements disponibles ont des loyers exorbitants. Plusieurs sont donc contraints à aller en banlieue, s'éloignant ainsi de leur lieu de travail. D'autres acceptent de louer des logements moins bien équipés ou d'intensifier l'occupation des quartiers déjà habités. Enfin, d'autres déménagent dans des quartiers plus chics. De fait, seule la bourgeoisie et la couche supérieure de la petite bourgeoisie n'ont pas de problèmes de logements: les gens de ces classes ont les moyens d'acheter, de louer, ou de construire une maison dans n'importe quel quartier. On voit ici une caractéristique essentielle de l'utilisation de l'espace dans le capitalisme: au niveau du logement comme des autres activités, la bourgeoisie s'approprie l'espace et tente de le façonner selon ses intérêts, alors que les classes populaires sont littéralement prisonnières de l'espace (Harvey, 1973, p. 171). La conséquence, c'est la crise permanente du logement pour les classes populaires, une crise que l'État ne peut solutionner car son fonctionnement est indissolublement lié aux profits obtenus par la bourgeoisie. Dans sa tentative de tout transformer en moyen d'accumuler, la bourgeoisie, malgré son caractère de classe dominante, n'en rencontre pas moins de fortes résistances. Au niveau de la production comme telle, ainsi qu'au niveau politique en général, les organisations ouvrières s'objectent aux pratiques de la bourgeoisie et quelquefois remettent en question l'ordre social capitaliste lui-même. Ce genre d'opposition apparaît aussi au niveau des problèmes urbains, comme on va le voir maintenant en analysant les quartiers populaires.

LES QUARTIERS POPULAIRES

Les quartiers du prolétariat industriel occupent une superficie importante des villes depuis l'instauration de l'industrie. Engels, en 1845, a fait une bonne analyse de l'importance de ces quartiers et des conditions de vie qui y régnaient lors de la période initiale du capitalisme industriel. À cette époque, les quartiers ouvriers et les quartiers de sous-prolétaires (chômeurs, vagabonds, etc.) étaient indistincts, car l'emploi industriel était mal payé et instable. Cependant, à mesure que l'industrie progressait, à la fois en taille et en spécialisation, les industries ont eu besoin d'une main-d'oeuvre qualifiée et stable. Au même moment, les syndicats, organisations de défense des travailleurs, qui s'étaient constitués en dépit de la loi, pour combattre les abus du capitalisme et tenter d'améliorer les conditions de travail, ont revendiqué des hausses de salaires, l'amélioration des conditions de travail, la sécurité d'emploi, et la diminution des heures de travail. S'est alors opérée une distinction entre d'une part les travailleurs organisés, travaillant surtout dans les nouveaux secteurs industriels très productifs apparus avec le capitalisme monopoliste après 1870 (métallurgie, machinerie lourde, automobile, pétrole), ayant un emploi stable et des salaires plus élevés; et d'autre part les travailleurs inorganisés, souvent en chômage, travaillant pour de faibles salaires dans les anciens secteurs industriels peu productifs (textile, vêtement, chaussure, meuble, etc.).

Quartiers ouvriers et quartiers de sous-prolétaires

C'est sur la base de l'apparition d'une courbe de la classe ouvrière mieux payée et stable que se sont développés, à la fin du XIX^{ème} siècle, des quartiers ouvriers différents de ceux décrits par Engels. Ces quartiers sont clairement des quartiers ouvriers, à l'opposé des anciens quartiers ouvriers que l'on peut appeler «quartiers de sous-prolétaires». La distinction entre ces deux sortes de quartiers n'est pas toujours facile à faire, et ce, pour deux raisons. D'abord, les deux types de quartiers sont souvent adjacents de sorte que l'on passe presque imperceptiblement de l'un à l'autre. Deuxièmement, le «sous-prolétariat» est vraiment la couche inférieure du prolétariat, car il regroupe les chômeurs, les assistés sociaux, les travailleurs instables des secteurs peu productifs de l'industrie, et les vagabonds. Tous ces groupes sont sous le contrôle de la bourgeoisie, ils lui sont soumis, soit directement, dans un emploi salarié, soit indirectement lorsqu'ils ne travaillent pas. Car ces individus n'ont que leur force de travail à vendre, ils n'ont rien d'autre. Mais de plus, ce sont les conditions de la production capitaliste qui rendent nécessaire l'existence d'une telle couche inférieure du prolétariat. En effet, le capital a besoin de main-d'oeuvre à bon marché pour rentabiliser un tant soit peu les secteurs à faible productivité. À cette fin, il crée un surplus de force de travail afin de faire pression sur les salaires et de susciter des divisions à l'intérieur de la classe ouvrière entre travailleurs effectivement employés et stables et travailleurs instables ou chômeurs⁵. Ce surplus de main-d'oeuvre est suscité de plusieurs façons: d'abord en créant une nouvelle main-d'oeuvre par l'expropriation des producteurs indépendants (paysans, artisans); ensuite, lorsque l'on approche du plein-emploi⁶ et que les salaires augmentent, en introduisant des procédés de fabrication et des machines plus productives qui permettent de diminuer le besoin en force de travail et ainsi de couper sur les coûts salariaux; enfin, en important de la main-d'oeuvre des pays étrangers (voir plus bas).

La distinction entre ouvriers proprement dits et sous-prolétaires est donc une distinction entre couches d'une même classe sociale. C'est une distinction qui porte sur des différences de degrés et non de nature: différences au niveau de l'emploi, du salaire, et des conditions de vie. C'est pour cela qu'on trouve des ouvriers de secteurs aussi productifs que la métallurgie dans des quartiers de chômeurs et vice-versa. Cependant, même si la distinction en est une de degré, il est nécessaire de la faire car il existe des quartiers habités surtout par des travailleurs mal payés ou des chômeurs, c'est-à-dire par des gens qui ont des conditions de vie très difficiles et qui, de ce fait, ont un genre de vie assez spécifique; et il en existe d'autres où demeurent des travailleurs permanents, dont les conditions de vie sont encore difficiles mais n'en comportent pas moins une certaine stabilité et certains avantages matériels par rapport à celles des sous-prolétaires.

Caractéristiques des quartiers de sous-prolétaires

La majorité des quartiers de sous-prolétaires des grandes villes nord-américaines se sont progressivement constitués sur la base des anciens quartiers ouvriers du centre-ville, lorsque les usines les plus productives se sont établies à l'extérieur du centre-ville, entraînant l'émigration des ouvriers spécialisés vers de nouveaux quartiers. Les travailleurs des usines peu productives sont demeurés près de leur travail, c'est-à-dire dans les vieux quartiers. Là, ils partagent les logements disponibles avec les chômeurs et assistés sociaux, dont plusieurs sont des migrants de régions rurales en quête d'emploi. Tous ces gens se retrouvent dans ces quartiers à cause des loyers plus faibles, conséquence de l'ancienneté des maisons et des équipements. C'est aussi dans ces quartiers que l'on retrouve beaucoup d'immigrants pauvres fraîchement arrivés. Aux États-Unis, les Noirs, groupe racial particulièrement défavorisé, sont confinés dans ces mêmes quartiers par la discrimination dans l'emploi et le logement.

Ce qui caractérise ces quartiers, c'est d'abord la réalité ou la menace permanente du chômage. C'est, par conséquent, la misère. Les gens se retrouvent là parce qu'ils ont de faibles revenus. En effet, comme on l'a vu, c'est dans ces quartiers que les loyers sont les plus bas, parce que les maisons sont en mauvais état. Certaines seraient rénovables, mais les propriétaires préfèrent ne pas rénover car, étant à proximité du centre-ville, c'est le terrain et non la maison qui a de la valeur. Ils préfèrent attendre une bonne occasion pour vendre. D'ailleurs, les banques et institutions financières, qui profitent de l'extension du centre-ville, refusent souvent de financer la rénovation des maisons de ces quartiers. Étant donné le caractère délabré des maisons, les loyers, même s'ils sont élevés par rapport aux revenus des locataires et à la qualité des maisons, sont à un niveau relativement faible. Souvent, le propriétaire ne peut faire un profit sur la location que s'il ne procède à aucune réparation. Ce n'est pas la location de ces logements qui rapporte un fort taux de profit: la plupart des propriétaires de taudis sont des capitalistes de petite envergure qui, avec un faible capital, ont peu de possibilités d'investissements. Plusieurs ont d'ailleurs acheté à des fins spéculatives. Pour ces derniers, il est souvent plus rentable de laisser les maisons inoccupées et se détériorer complètement plutôt que de les louer, en attendant que les prix des terrains s'élèvent.

Comme l'a mentionné D. Harvey (1973, p. 170), c'est dans ces quartiers de taudis que l'on rencontre à la fois une forte surpopulation, due à l'impossibilité de payer des loyers plus hauts, et une proportion élevée de maisons abandonnées. On retrouve donc dans ces quartiers l'alternance de maisons délabrées mais habitées et de maisons inoccupées. Ces dernières sont extrêmement dangereuses: les enfants y ont souvent des accidents et les incendies s'y déclarent facilement. En effet, et c'est là une caractéristique spéciale de ces quartiers, le nombre d'incendies, criminels ou accidentels, est extrêmement élevé. Étant donné certaines caractéristiques, telles les maisons accolées, les rues étroites, les hangars en bois, etc., liées à l'ancienneté de la construction de ces quartiers, le feu se propage facilement et rapidement. On voit donc souvent, au milieu de rues habitées, d'immenses ruines ou des terrains vagues dus aux incendies. Il faut ajouter à tout cela les destructions de maisons et la transformation de certains terrains vagues en parcs de stationnement qui brisent le tissu urbain. Enfin, à cause de la proximité du centre-ville, les travaux de construction de nouveaux édifices ou d'aménagement des voies de transport perturbent encore une fois la vie de ces quartiers: on y trouve d'immenses chantiers de construction d'édifices, de routes, de métro, etc..

Travaux d'aménagement et désorganisation sociale

Au sujet des travaux d'aménagement, D. Harvey (1973, p. 143) a démontré que la cause ne s'en trouvait pas seulement dans la nécessité d'aménager le centre-ville mais encore dans la nécessité pour la classe dominante de bouleverser socialement des quartiers entiers, spécialement les quartiers ethniquement homogènes comme les quartiers noirs aux États-Unis, pour empêcher que ne se créent des solidarités entre opprimés qui entraîneraient la remise en question de l'ordre établi. Ces bouleversements sont le fait non seulement des quartiers de sous-prolétaires mais aussi des quartiers ouvriers proprement dits. Les trous béants pratiqués dans les quartiers de taudis ne peuvent qu'augmenter la désorganisation des habitants de ces quartiers. En effet, les liens de parenté, d'amitié, et de voisinage, qui sont à la base des relations les plus importantes dans ces quartiers, sont profondément affaiblis par la nécessité incessante de déménager. L'instabilité des conditions de vie, la misère, le chômage, la malnutrition, entraînent la maladie et la criminalité. Par ailleurs, les perpétuels mouvements de population empêchent effectivement que de nouvelles solidarités se créent. Mais cet effet est partiel. En effet, encouragés par les succès (mitigés mais réels) des

organisations ouvrières, imitant les organisations des quartiers ouvriers (voir plus bas), aidés souvent par des intellectuels, les sous-prolétaires se sont quelquefois regroupés sur la base du quartier pour appuyer diverses demandes au niveau de l'emploi, du logement, des équipements, ou pour protester contre la destruction du cadre de vie. À Montréal, par exemple, la plupart des vieux quartiers du centre-ville ont vu se créer des mouvements de revendications. C'est le cas du centre-sud, de St-Louis, de St-Jacques, de la petite Bourgogne et de bien d'autres quartiers. Ces organisations sont souvent limitées dans leur taille, leurs objectifs, et leurs effets. Mais ils n'en constituent pas moins une base élémentaire de mise en question de certains aspects de l'ordre économique, politique, et social du capitalisme actuel, et une certaine école de la pratique et de la théorie sociales.

Sous-prolétariat et bidonvilles

À part les quartiers du centre-ville, les sous-prolétaires se sont regroupés dans des quartiers en périphérie des grandes villes, dans des habitations de fortune, en somme, dans des bidonvilles. En Amérique du Nord et en Angleterre, le sous-prolétariat des grandes villes s'est concentré pour la plupart dans les quartiers du centre-ville. Les bidonvilles sont donc apparus en nombre limité, soit dans des banlieues très éloignées, soit à proximité des villes plus petites. Mais en France, surtout à Paris, où l'urbanisme du baron Haussmann au XIX^{ème} siècle avait fait disparaître les usines et de nombreux vieux quartiers ouvriers du centre-ville, les transformant en zones résidentielles pour les bourgeois et les petits-bourgeois, les sous-prolétaires ont été confinés dans les bidonvilles à proximité des banlieues industrielles (cf. Nanterre, St-Denis, etc.). Dans les pays du Tiers-Monde, à cause de l'augmentation rapide de la population et sa paupérisation, accompagnant le sous-développement causé par l'impérialisme occidental, les paysans expropriés qui forment l'essentiel du sous-prolétariat compte parfois pour plus de la moitié de la population urbaine. Ces gens occupent souvent les vieux quartiers du centre-ville mais la majorité vit dans d'immenses bidonvilles aux périphéries des grandes villes (Mexico, Lima, Bogota, Sao Paulo, San Juan, Dakar, etc.). Les bidonvilles ont une apparence encore plus délabrée que les vieux quartiers du centre-ville: les maisons sont des cabanes fabriquées avec des bouts de planches et de tôle, souvent sans égouts, eau courante ou électricité. Les bidonvilles d'origine plus ancienne ont évidemment une allure plus soignée: on y voit même des maisons en dur, quelquefois avec l'eau courante et l'électricité. Mais la pauvreté y est encore très apparente. L'«attrait» des bidonvilles réside dans les faibles montants d'argent nécessaires pour y vivre. Comme la plupart des gens des pays du Tiers-Monde n'ont pas d'argent, les bidonvilles sont les seuls quartiers disponibles. De plus, dans ces pays, l'absence de logements adéquats oblige même des gens qui pourraient vivre ailleurs à habiter dans les bidonvilles.

Le cas d'un quartier de sous-prolétaires dans une petite ville du Québec

Pour illustrer les conditions matérielles et sociales qui prévalent dans les quartiers de sous-prolétaires, je résumerai brièvement les conclusions d'une recherche effectuée avec quelques étudiants en 1970-73 dans un tel quartier d'une petite ville du Québec. Ce quartier délimité par deux voies de chemin de fer qui se croisent, est peuplé de chômeurs, de travailleurs mal payés des usines locales, surtout de textile, d'assistés-sociaux, et de truands de petite envergure. La majorité des gens sont des Canadiens-Français, dans une ville où les Canadiens-Français sont faiblement majoritaires. À l'époque de la recherche, la plupart des maisons étaient délabrées, bien que le logement ait connu une nette amélioration par rapport à 1950. Les gens étaient tous manifestement pauvres, même si quelques-uns possédaient des télé-couleurs achetées à crédit. La mortalité infantile était 3 fois plus élevée que dans le reste de la ville; on retrouvait aussi une proportion relativement forte de débilité et d'infirmité. Les enfants n'avaient pas

de succès à l'école, où ils avaient à subir une forte discrimination. La plupart abandonnaient au début du secondaire. D'ailleurs, le tiers des enfants du quartier de niveau élémentaire étaient inscrits comme pensionnaires dans une école pour enfants attardés, située dans une ville des environs. Les séparations, le concubinage, et les naissances illégitimes y étaient particulièrement répandus. Le quartier était organisé autour d'un noyau stable, constitué de membres de deux grandes familles, et qui comptait pour environ la moitié de la population à tous moments. L'autre moitié était constituée de parents (cousins, tantes, neveux, etc.) des membres de ces deux familles, des conjoints venant de l'extérieur, et de gens sans relation de parenté avec d'autres membres du groupe. Les changements d'effectifs dans cette seconde moitié étaient rapides et fréquents. Les liens de parenté constituaient le type de relations sociales le plus important. Les gens constituaient aussi des groupes selon le voisinage et pour pratiquer certains jeux (hockey, balle-molle, fers, etc.).

Les gens du quartier entretenaient très peu de relations avec la ville dont ils faisaient partie, car ils y subissaient une très forte discrimination au niveau de l'emploi. En effet, on ne les employait que comme main-d'oeuvre d'appoint dans des travaux durs et sales. Ces gens, de fait, servaient à pourvoir en main-d'oeuvre d'appoint et à bon marché les deux industries locales du textile. Ils servaient aussi à promouvoir des divisions à l'intérieur de la classe ouvrière locale (cf. Bernier, 1977 a et b). Les relations des gens du quartier se faisaient soit à l'intérieur du quartier, soit avec des gens de condition semblable résidant dans un rayon de 40 kilomètres. Les gens du quartier n'avaient donc de relations suivies qu'avec d'autres sous-prolétaires. Ainsi, les relations avec les ouvriers permanents de la ville étaient quasi-inexistantes. Malgré des conditions matérielles et sociales difficiles, malgré les tracasseries policières dont ils sont l'objet, les gens ne sont organisés efficacement, sur une base limitée, qu'en 1975. Aidés par des animateurs sociaux, les gens ont réussi à créer un centre de dépannage et à forcer la commission scolaire à mettre sur pied à l'école locale des cours pour enfants attardés, afin de rapatrier les enfants pensionnaires. Ces résultats, fort minimes, ont été obtenus en bonne partie grâce à l'impulsion venue des animateurs sociaux. L'absence d'objectifs politiques clairs a d'ailleurs entraîné la dissolution du mouvement peu après. Si le quartier ci-étudié était désorganisé, certains quartiers de sous-prolétaires, y compris des bidonvilles, surtout dans les pays du Tiers-Monde, n'en constituent pas moins une base pour les mouvements revendicatifs et révolutionnaires. C'est pourquoi ils sont souvent l'objet de démolition, et leurs habitants obligés à déménager ou soumis à des vérifications policières. La destruction complète d'un bidonville au Cap en Afrique du Sud en août 1977 en constitue un exemple frappant.

Les quartiers ouvriers de Montréal

Les quartiers proprement ouvriers ont été créés à cause de l'installation d'usines dans des zones péri-urbaines, installation qui a entraîné l'aménagement sur place de logements pour les travailleurs. À Montréal, ces quartiers ouvriers ont été constitués peu à peu entre 1900 et 1950, lorsque les usines se sont implantées dans les faubourgs situés à quelques kilomètres du centre-ville. Ces faubourgs, sorte de villages à la lisière de la ville, avaient comme noyau une gare de triage pour le chemin de fer (Pointe-St-Charles, Verdun, Hochelaga-Maisonneuve), une extension du port (Hochelaga), ou des carrières (Villeray). Dans ces faubourgs, vivaient déjà des cheminots, des débardeurs, et des casseurs de pierre. L'arrivée des industries et des ouvriers de ces usines transforma ces faubourgs en quartiers industriels. Par la suite, à l'époque de la seconde guerre mondiale, une nouvelle implantation s'effectua dans des quartiers adjacents, mais plus éloignés du centre-ville, donnant lieu à une nouvelle extension des quartiers ouvriers. Ainsi vit-on se développer Rosemont, St-Michel, Montréal-Nord, et Cartier-ville au nord et Lasalle et Ville-Émard, au sud-ouest. Ces quartiers ne faisaient

que prolonger les premiers quartiers ouvriers issus des faubourgs. Avec l'implantation récente d'usines dans l'ouest de Montréal, à Dorval et le long de la Trans-Canadienne, il est possible que se développent de nouveaux quartiers ouvriers, bien que la localisation de ces usines à proximité de zones à prédominance anglophone et petite-bourgeoise limite ce développement. À court terme, les migrations alternantes d'ouvriers de ces usines seront plus importantes que les déménagements. Les quartiers ouvriers sont socialement isolés du centre-ville, malgré l'accès facile par autobus, métro en auto. En effet, les ouvriers trouvent la plupart du temps, concentrés dans leur quartier d'habitation, leur lieu de travail, les commerces où acheter les biens de subsistance (souvent à un prix plus élevé que dans les quartiers aisés, étant donné un marché captif), les endroits de loisirs, et les services. Ils n'ont pas besoin et ils ont de fait rarement le temps d'aller au centre-ville.

Les habitations sont de qualité moyenne. La plupart des maisons les plus nouvelles ont quelques étages et comprennent de 10 à 30 logements. On trouve parfois des vieilles maisons ayant un appartement par étage, surtout dans les plus vieux quartiers. La grande majorité des habitants sont locataires. Étant donné l'âge moyen des maisons, la plupart sont en bon état, même si on retrouve ça et là des taudis et des maisons abandonnées. De fait, plus on s'approche des anciens quartiers ouvriers du centre-ville, plus les maisons sont en mauvais état. Ainsi à Montréal, Hochelaga et Pointe-St-Charles sont des quartiers plus délabrés que Rosemont ou Ville-Émard. Malgré le caractère généralement adéquat de l'habitat, ces quartiers sont sujets à des bouleversements fréquents. La construction de centres d'achats constitue le type le plus fréquent de transformation de ces quartiers. Mais à Montréal, on peut aussi remarquer des travaux de plus grande envergure. Depuis 15 ans, il y a eu, dans l'est de la ville, l'aménagement de la rue Notre-Dame, la construction de l'autoroute est-ouest, la construction des installations olympiques, le prolongement du métro, la construction du pont-tunnel Lafontaine; au nord, la construction du boulevard métropolitain et de l'autoroute du Nord; à l'ouest, la construction de la voie rapide Décarie et de l'autoroute est-ouest, l'aménagement des abords des ponts Mercier et Champlain, etc.. Ces divers travaux étaient sans doute nécessaires pour permettre l'accès facile au centre-ville et la sortie de la ville. Cependant, ce qui a rendu ces travaux nécessaires, ce sont les exigences de rentabilisation du capital qui cause la croissance et la concentration urbaines et qui définit le centre-ville. Il est bon de noter aussi que ces voies d'accès au centre-ville ne sont pas construites dans les beaux quartiers (par exemple, Outremont et Westmount, situés assez près du centre-ville), mais bien dans les quartiers ouvriers.

Les bouleversements physiques ont détruit peu à peu les liens de voisinage et d'amitié existant de longue date entre ouvriers d'un même métier ou d'une même usine. Mais ces liens, fondés sur la persistance de relations sociales issues de la période où l'artisanat était prépondérant, ont été remplacés par des formes de solidarité fondées sur la lutte commune. Amorcée dans les usines, c'est-à-dire sur le lieu de travail, où les conditions de travail étaient extrêmement dures, la lutte ouvrière a débordé ce cadre pour s'attaquer aussi aux problèmes de la vie quotidienne: logement, garderies, opposition aux destructions, etc.. Évidemment, beaucoup de ces luttes sont limitées et ponctuelles; leurs participants ne perçoivent pas toujours les causes fondamentales des problèmes qu'ils veulent régler. La tendance à ne voir que le côté immédiatement économique des questions est particulièrement forte. Mais l'opposition pratique à l'ordre social est présente, elle se manifeste avec de plus en plus de vigueur, et elle empêche souvent l'État ou des compagnies de procéder rondement à leurs plans d'aménagement. (cf. Castells, 1973).

LES QUARTIERS ETHNIQUES

La grande majorité des quartiers ethniques sont situés dans les zones ouvrières. Il y a bien quelques exceptions notoires, particulièrement à Montréal: Westmount quartier anglophone dans une ville francophone, est le quartier luxueux par excellence de la ville. Mais dans ce cas, l'analyse ne peut s'arrêter à Montréal et au Québec, elle doit se situer au niveau du Canada dont la bourgeoisie est majoritairement anglophone. Westmount, c'est le quartier de la grande bourgeoisie canadienne, à majorité anglophone, dans une ville francophone, c'est-à-dire une ville habitée par l'un des groupes ethniques les plus défavorisés au Canada.

À part des exceptions de ce genre, les quartiers ethniques sont inclus dans les quartiers populaires. À Montréal, encore une fois, les quartiers grecs et portugais sont localisés près des quartiers de sous-prolétaires, alors que les quartiers italiens sont dans des zones ouvrières ou d'employés. Aux États-Unis, on retrouve des situations analogues, avec, en plus, les Noirs, qui constituent la majorité des habitants des vieux quartiers près des centres-villes. Il devient donc évident que les caractéristiques présentées dans la section précédente au sujet des quartiers populaires s'appliquent aux quartiers ethniques. Cependant, ces derniers, du fait de leur caractère ethnique, possèdent certaines particularités qu'il faut expliquer si l'on veut comprendre les villes nord-américaines actuelles.

Les origines des «questions ethniques» en Amérique du nord

D'abord, la constitution même du caractère multi-ethnique des sociétés américaines exige une certaine analyse historique. Le peuplement de l'Amérique du Nord s'est fait en deux grandes étapes. La première, qui correspond à la période de colonisation, est dominée par le capital marchand d'origine européenne. Ce qui caractérise cette époque, c'est la prise de possession de nouveaux territoires par la bourgeoisie européenne, aidée au début par la noblesse, afin de se procurer des biens commercialisables avec profit dans la métropole. Cette prise de possession entraînait la nécessité de migrations de la main-d'oeuvre essentielle au commerce. Cependant, à cause de l'immensité du territoire, cette main-d'oeuvre importée échappait au contrôle de ceux qui avaient suscité les migrations, et la force de travail prenait elle-même possession de terres. Ce problème de l'impossibilité de contrôler la main-d'oeuvre européenne est devenu particulièrement aigu au 17^{ème} siècle au moment où les commerçants, voulant élargir le volume de produits commercialisables en Europe, produits qui jusqu'ici provenaient de populations indigènes qui ne vendaient que leur surplus, ont tenté d'en organiser eux-mêmes la production. La solution fut finalement trouvée dans l'importation d'une main-d'oeuvre captive, dont les caractéristiques physiques (surtout la couleur de la peau) permettaient la justification facile de son statut d'esclave. En l'absence de la possibilité du monopole sur la terre, la bourgeoisie marchande a dû créer un monopole sur la force de travail en la transformant en main-d'oeuvre captive.

L'organisation esclavagiste de la production de plantation, dont la coexistence avec la petite agriculture paysanne entraînait la nécessité d'un double procès d'immigration (paysans européens qui devenaient colons, Noirs africains qui étaient vendus comme esclaves) a pu continuer sans trop de problèmes jusqu'à ce que le capitalisme industriel impose ses contraintes, au XIX^{ème} siècle. L'affrontement entre la bourgeoisie industrielle, dont la richesse provenait de l'utilisation de la main-d'oeuvre salariée «libre» et de l'extension du marché, et les planteurs esclavagistes, qui prospéraient aux dépens d'une main-d'oeuvre captive et qui voulaient dans le Sud un marché fermé, est apparu comme une lutte entre deux factions de la classe dominante, lutte qui, à la longue et après de multiples péripéties, allait se solder par la victoire totale de la bourgeoisie industrielle. Il est à noter que la victoire ne fut possible que lorsque le monopole virtuel sur le sol du pays était à peu près complet. Le succès de la bourgeoisie indus-

truelle, au seuil de la monopolisation, marque l'inauguration de la seconde période de migrations. Mais avant d'analyser cette deuxième période, il est bon de préciser quelles divisions ethniques sont issues de la première phase et ont duré jusqu'à nos jours en Amérique du Nord.

La première question «ethnique» a été le produit de l'appropriation par les Européens d'un territoire occupé. En effet, l'appropriation du territoire a entraîné l'expropriation des Indiens (et plus tard des Inuit) ou l'élimination du cadre matériel qui permettait leur survie. Cette expropriation a donné lieu à de multiples affrontements et elle est la cause fondamentale de la «question indienne» actuelle aux États-Unis et au Canada. L'importation de Noirs africains comme esclaves pour les plantations a donné lieu au «problème noir» aux États-Unis. En effet, la couleur de la peau a été utilisée idéologiquement dès le départ pour justifier le statut d'esclave réservé aux Africains et c'est cette utilisation idéologique à des fins économiques qui est à la base de la question raciale aux États-Unis jusqu'à nos jours. La troisième question ethnique qui a eu son origine à cette époque est la «question nationale» du Québec, résultat de la conquête des territoires sous juridiction française en Amérique du Nord par les troupes anglaises. Cette conquête est survenue au moment de la consolidation des deux nations métropolitaines, époque où la noblesse et la bourgeoisie de chacun des pays collaboraient en vue de promouvoir l'intérêt national aux dépens de l'autre pays. L'affrontement entre les deux nations portait sur le contrôle du commerce et des marchés. La faible population francophone, conquise en 1760, a maintenu sa langue et ses coutumes et s'est ainsi constituée en un groupe ethnique distinct, dont l'existence a entraîné divers conflits jusqu'à ce jour.

Le développement du capitalisme industriel a provoqué des changements dans le type d'immigration. Alors que, dans la période précédente, les immigrants provenaient soit des métropoles, soit de l'Afrique, à partir de 1840-50, l'industrie se développant en Europe, les industriels ont eu besoin de transformer le surplus de population locale en main-d'oeuvre industrielle. Par ailleurs l'abolition de l'esclavage tarissait pour une longue période les sources africaines de migrations. Les besoins en main-d'oeuvre industrielle en Amérique du Nord ont été satisfaits de deux façons; en transformant en main-d'oeuvre industrielle une partie de la population déjà sur place et qui était engagée dans l'agriculture comme petits paysans ou esclaves de plantations; et en attirant de plus en plus d'immigrants venus de régions non-industrielles de l'Europe, puis, plus tard, de l'Asie et de l'Amérique Latine. Ainsi a-t-on vu arriver les Irlandais, les Polonais, les Juifs d'Europe de l'Est, les Chinois et les Japonais, les Italiens, les Grecs, les Espagnols, les Mexicains, les Portugais et les Antillais. Ces deux sources furent utilisées pour créer une main-d'oeuvre abondante qui permettrait aux industriels à la fois de payer des salaires très faibles et de fomenter des divisions à l'intérieur d'une classe ouvrière qui devenait militante.

En effet, et c'est là le point essentiel, la transformation de populations locales et étrangères en main-d'oeuvre industrielle avait pour but d'abord et avant tout de créer un surplus de force de travail à bon marché nécessaire à la maximisation du taux de profit. Cependant, à cause de l'expansion des emplois techniques, de bureaux ou de services, causée par l'expansion de l'industrie et de l'accumulation capitaliste, une bonne partie de main-d'oeuvre industrielle pouvait quitter les emplois industriels pour devenir employés. Pour contrer cette sortie de force de travail de l'industrie, sortie qui avait pour effet de diminuer le surplus de main-d'oeuvre disponible et ainsi d'entraîner des hausses de salaires, la bourgeoisie a dû soit importer une proportion plus grande de force de travail étrangère, soit confiner une partie de la main-d'oeuvre locale à une situation de classe précise, celle d'ouvriers non-qualifiés. C'est dans cette deuxième méthode que la «visibilité» des caractères physiques et l'idéologie antérieure issue de la période esclavagiste ont pris de l'importance. En effet, par l'insistance

sur l'apparence physique, entre autres la couleur de la peau, on a pu utiliser l'idéologie qui avait justifié l'esclavage pour exercer une forte discrimination contre les Noirs et ainsi les maintenir autant que possible dans les échelons les plus bas de la classe ouvrière. La dissémination de cette idéologie raciste a eu d'autant plus de succès que les ouvriers d'autres groupes ethniques ont pu l'utiliser pour promouvoir leur propre ascension sociale aux dépens des Noirs. Cette idéologie avait donc un autre effet: celui de diviser la classe ouvrière selon des clivages raciaux ou ethniques. Il est à noter que les groupes ethniques qui ont utilisé l'idéologie raciste à leur avantage n'ont pas pour autant évité la discrimination; mais dans leur cas, elle fut moins tenace.

La discrimination, même si sa justification était fondée sur des idéologies antérieures, n'en a pas moins reçu ici une forme qui ne s'explique que par l'utilisation capitaliste de la force de travail et par la nécessité pour la classe dominante de garder sous contrôle les affrontements de classes. La bourgeoisie n'a pas à inventer consciemment l'idéologie discriminatoire: elle n'a qu'à suivre ses intérêts, se fier à ses idéologues trop heureux de collaborer, et utiliser la promotion sélective des groupes ethniques pour que joue l'idéologie discriminatoire, sur une base raciale, ethnique, ou religieuse.

Rôle de la petite bourgeoisie ethnique dans la création de quartier ethnique

Ce contexte général de l'immigration et de la discrimination est essentiel pour comprendre les problèmes ethniques en milieu urbain, mais il n'épuise pas toute la question. Il existe un aspect purement urbain du problème ethnique qu'il nous faut maintenant traiter. Comme les immigrants viennent pour se trouver un emploi, que la majorité d'entre eux, surtout ceux des groupes bien identifiés, font partie de la classe ouvrière, et que les industries se trouvent en majorité dans les grandes villes, les immigrants se retrouvent donc en majorité en milieu urbain. Il y a évidemment des immigrants qui ne se retrouvent pas dans les grandes villes; il y a donc des questions ethniques particulières qui ne se situent pas en milieu urbain. Ainsi, le cas des travailleurs agricoles aux États-Unis, qu'ils soient Mexicains ou Noirs, au Canada, où, dans plusieurs régions, on trouve de nombreux Portugais, en France où les Arabes travaillent dans les vignobles, pose des problèmes ethniques en milieu rural. De plus, la question indienne au Canada et aux États-Unis n'est que très marginalement une question urbaine. Enfin, la question nationale québécoise dépasse de beaucoup le cadre urbain, même si c'est à Montréal que les problèmes liés à cette question se posent de la façon la plus aiguë. Malgré ces cas spécifiques, c'est dans le cadre des grandes villes que se pose avec le plus d'acuité le problème des relations ethniques, et ce, à cause de la concentration des activités économiques et la concentration de population qu'on y trouve. Deux faits apparaissent clairement au sujet des immigrants en milieu urbain: d'une part, les immigrants ont à subir une discrimination plus ou moins forte, ce qui les porte à se replier sur les relations avec les gens du même groupe ethnique; d'autre part, l'isolement des nouveaux immigrants, surtout ceux issus de milieux paysans, les pousse dans le même sens. Il y a donc une tendance à un certain repli sur le groupe ethnique. C'est sur ce repli que comptent certains éléments parmi les immigrants pour établir une certaine base d'accumulation.

En effet, à mesure qu'augmente le nombre d'immigrants d'un groupe ethnique donné, et que joue la discrimination contre ce groupe précis, certaines personnes commencent à offrir des services spécifiques aux gens du groupe: au départ, épiceries et restaurants, puis logement, crédit, et enfin, loisirs organisés. A ces services peut s'ajouter la fonction de contracteur en main-d'oeuvre: en effet, certains immigrants peuvent favoriser l'immigration de concitoyens pour, une fois ceux-ci arrivés, leur offrir du travail à un certain salaire; puis ils louent cette

main-d'oeuvre à un employeur à un salaire plus élevé. La différence entre les deux salaires équivaut au profit du contracteur. Il se crée donc, sur la base de coutumes nationales et de liens ethniques, un groupe de personnes que l'on peut nommer petite bourgeoisie qui essaie de satisfaire chez les immigrants certains besoins issus de l'immigration et des coutumes elles-mêmes. Beaucoup de ces gens ne dépassent pas le stade de l'épicerie ou de la restauration de petites envergures et ne sortent pas de la petite bourgeoisie. Mais certains essaient d'augmenter leur base d'accumulation. Le moyen privilégié pour amorcer ce processus, c'est l'immobilier. En effet, certains immigrants achètent des maisons dont ils louent les appartements en priorité à leurs concitoyens. Or, ces concitoyens étant souvent de nouveaux arrivants, ils sont très contents de trouver rapidement des logements tenus par des gens du même groupe ethnique. Le propriétaire peut même leur faire crédit et leur trouver un emploi, souvent moyennant commission, et dans ce cas, il joint à ses opérations immobilières le crédit et le contrat de travail. Beaucoup de ces propriétaires sont par ailleurs propriétaires d'épiceries ou de restaurants. L'achat de maisons à appartements par des gens d'un groupe ethnique dans un quartier donné forme la base d'une concentration de population ethniquement homogène, d'un quartier ethnique. Or, dès que s'élabore le quartier ethnique, on voit apparaître un certain marché ethnique du logement: le quartier est réservé aux gens d'un groupe donné, et si l'on veut vivre entre concitoyens, on doit vivre dans ces quartiers. Les propriétaires, par la propriété foncière, ont donc créé une aire géographique monopolisée, qui leur rapporte une rente de monopole étant donné le service spécialisé qu'ils rendent aux gens de leur propre groupe ethnique. Mais ce service n'est spécialisé que dans la mesure où se maintient le caractère distinctif du groupe: langue, coutumes, nourriture, etc.. De là naissent diverses associations culturelles insistant sur les coutumes ethniques, et dont les organisateurs sont souvent les petits-bourgeois propriétaires.

Le petite bourgeoisie ethnique ne peut se transformer en bourgeoisie qu'en accumulant. Or elle ne peut accumuler, du moins au départ, à cause de la discrimination, que dans son propre groupe ethnique. Pour cela, elle doit maintenir l'identité du groupe, insister sur ce qui lui est spécifique: c'est à cette seule condition qu'elle peut avoir une base d'accumulation. Lorsque la petite bourgeoisie s'est transformée en bourgeoisie proprement dite, elle se trouve en situation contradictoire: d'une part, si elle veut progresser, elle doit sortir de son groupe ethnique, se mêler à la bourgeoisie ambiante, devenir pleinement «canadienne» ou «américaine»; d'autre part, en progressant, elle risque de perdre l'appui de sa première base d'accumulation, base qui l'a appuyée en tant que membre du groupe ethnique. De là, un dilemme pour la bourgeoisie ethnique: soit se définir comme bourgeoisie et perdre le lien avec son groupe, soit se définir comme ethnique et risquer de ne pas augmenter son capital.

La bourgeoisie ou la petite bourgeoisie ethnique est donc souvent à la base de la création de quartiers ethniques. Mais un quartier ethnique peut aussi être créé sous la pression d'une bourgeoisie foncière non-ethnique qui, utilisant la «visibilité» d'un certain groupe, crée un quartier spécifique. Cette création est profitable à plusieurs points de vue: d'abord, l'arrivée de gens d'un groupe qui subit une forte discrimination permet de faire baisser les prix des terrains que les promoteurs peuvent acheter; puis ces promoteurs les vendent à prix plus élevé aux gens du groupe; par ailleurs, la concentration des gens de ce groupe dans un quartier donné permet de louer les logements à un loyer élevé étant donné le marché captif. La plupart des quartiers de Noirs ou de Porto-Ricains aux États-Unis ont été créés de cette façon.

Le quartier ethnique qu'il soit le produit de la bourgeoisie ethnique ou non, apparaît toujours comme une aire de résidence monopolisée, comme un marché captif. Les quartiers ethniques sont donc l'empreinte spatiale de la discrimina-

tion subie par un groupe ethnique, discrimination sur la base de laquelle des fractions de la petite bourgeoisie ou de la bourgeoisie accumulent du capital.

L'EMPIÈTEMENT DE LA VILLE SUR LA CAMPAGNE

Le développement du capitalisme entraîne une usure de la campagne par la ville et ce, de diverses manières. Au niveau strictement de l'expansion spatiale des villes, les banlieues, nécessaires pour loger une population de plus en plus élevée, ont été construites sur des terres soustraites à l'agriculture. Souvent, jouant spéculativement sur l'expansion future des villes, des promoteurs achètent des terres agricoles plusieurs années avant la construction de banlieues et les laissent en friches. Ce type d'expansion est caractéristique de toutes les grandes villes, et même à un moindre degré, des petites villes et villages en Amérique du Nord. La campagne ayant été constituée avant la ville, la ville ne peut connaître une expansion que contre la campagne, c'est-à-dire en transformant la terre agricole en sol urbain. Cette expansion spatiale de la ville aux dépens de la campagne n'est qu'un des aspects de l'empiètement général du milieu urbain sur le milieu rural. Si le milieu urbain peut si facilement rogner sur le milieu rural, c'est que les activités économiques urbaines, contrôlées par la bourgeoisie, dominent les activités rurales, faites par la petite paysannerie. En un mot, l'industrie, le commerce, et la finance dominant et ruinent l'agriculture, la bourgeoisie domine et ruine la paysannerie. Examinons un peu ce processus (cf. Bergeron, et al., 1977; Bernier 1976; Chatillon, 1976).

Domination de la petite paysannerie par la bourgeoisie

La domination de la bourgeoisie sur la petite paysannerie se fait sentir dès que l'agriculture devient une agriculture marchande. En effet, les petits paysans, divisés, vendent des produits à des marchands dont ils achètent les biens nécessaires à l'agriculture. Ces marchands sont souvent des marchands en gros et la tendance parmi eux est à la fusion et à la concentration à mesure que le capitalisme se développe. À cause de cette concentration, les marchands sont dans une position de force face aux paysans et peuvent donc leur extorquer une plus-value à travers la circulation des marchandises elle-même: vente à prix élevé, achat de produits agricoles à prix faibles. Ces pratiques ont résulté en une faillite de nombreux petits paysans qui, expropriés, ont été contraints de se transformer en main-d'oeuvre industrielle. Ce processus, amorcé à la fin de la période féodale n'a fait que se renforcer en faveur de la bourgeoisie qui se monopolisait.

Pour continuer à produire, les agriculteurs qui se maintenaient sur la terre ont dû spécialiser leur production et augmenter la productivité. Pour cela, ils ont dû agrandir leurs terres et acheter des engrais, des provendes, des insecticides, des herbicides, et des machines agricoles. Or, la production de ces biens a été rapidement prise en charge par la bourgeoisie monopoliste. Elle a donc pu vendre ses marchandises à un prix de monopole extrêmement élevé, soutirant ainsi encore une fois du surtravail paysan à même le processus de circulation des marchandises. Pour acheter les moyens de productions agricoles, les paysans ont été obligés d'emprunter. Au départ, les prêts étaient consentis par les marchands au détail et les usuriers de village. Mais assez rapidement, ces prêts ont été consentis soit par des organismes gouvernementaux, soit par les institutions financières. À mesure que la spécialisation croissait, les agriculteurs se sont de plus en plus endettés. Pour se maintenir en opération dans ces conditions, les agriculteurs doivent obtenir un revenu de la vente des produits qui permette, en plus de survivre, de payer les intérêts et le capital de ces prêts. Or, leur revenu est totalement dépendant du marché, marché qui, comme on l'a vu, est contrôlé par la bourgeoisie.

De plus, l'agriculteur doit faire vivre sa famille à même le revenu obtenu de la vente des produits. Avec le développement des industries de biens de consommation, le niveau de vie des agriculteurs a augmenté. Les besoins ont donc augmenté. Les paysans, à cause en partie de la publicité, mais à cause surtout de l'ambiance générale de consommation liée à la nécessité pour les compagnies de biens de consommation de vendre leur marchandise, veulent vivre comme les citadins: ils veulent avoir des appareils ménagers, des meubles, des télé-couleurs etc.. On peut voir une autre influence de la ville sur la campagne dans cette diffusion de modes de vie et de modèles de consommation. Or, à cause des pressions qu'ils subissent du côté des achats, des ventes, et des emprunts, beaucoup de paysans ne peuvent obtenir des revenus suffisants pour à la fois soutenir un niveau de vie relativement peu élevé mais «décent», et rembourser les emprunts. Beaucoup sont forcés soit de diminuer leur consommation et ainsi de vivre au niveau des sous-prolétaires, soit d'abandonner l'agriculture. La pression du marché, contrôlé par la bourgeoisie, explique la diminution rapide du nombre d'agriculteurs dans tous les pays capitalistes.

Les formes d'empiètement de la ville sur la campagne

Forcés de quitter l'agriculture, les paysans vendent la terre. Les plus «chanceux», profitant de l'expansion urbaine qui, en transformant l'utilisation des terrains, en augmente la rente, peuvent vendre à prix relativement élevés. Certaines terres de deux hectares se vendent ainsi à quelques millions de dollars près de Tokyo. Il s'agit là d'un cas limite, mais on retrouve la même tendance au Canada et aux États-Unis. Ici, l'expansion urbaine, de par la monopolisation du sol qu'elle entraîne sur une partie du globe valorisée par les activités mêmes de la bourgeoisie, donc de par la rente absolue et la rente différentielle de localisation qu'elle entraîne, permet à certains agriculteurs péri-urbains d'obtenir de bons prix car leurs terres peuvent être converties pour d'autres usages plus rentables. Le même processus expliqué plus haut dans le cas du centre-ville joue à la périphérie des villes, mais à un moindre degré.

Mais la «périphérie» des villes s'étend toujours plus loin. Si les environs immédiats des villes sont convoités pour la construction de banlieues résidentielles, commerciales, ou industrielles, des terrains plus éloignés sont convoités par les citadins comme espace de loisirs: les plus riches achètent des fermes, des forêts, ou des lacs entiers, à des distances plus ou moins grandes des villes, les moins riches se procurent de petites parcelles pour se construire un chalet. De cette façon, même les paysans dont la terre est située à quelque distance de la ville peuvent «profiter» quelque peu de la valorisation du sol liée à l'expansion urbaine, mais à condition de ne plus faire d'agriculture, c'est-à-dire en vendant ou en louant leur terre en entier ou en partie à des villégiateurs. Souvent, cette valorisation profite peu aux paysans mais surtout à des promoteurs qui ont eu l'astuce d'acheter la terre à prix bas.

La ville empiète aussi sur la campagne par l'industrialisation de la campagne. Plusieurs industries, tentant de tirer profit d'un bassin de main-d'oeuvre à bon marché ou d'une richesse naturelle localisée en milieu rural, implantent à la campagne des usines qui attirent les paysans qui ont besoin de meilleurs revenus. Ces usines sont souvent la cause de perturbations écologiques importantes, entraînant des conséquences tragiques pour les ruraux, comme c'est le cas de l'usine Domtar à Lebel-sur-Quévillon (Québec) dont les émissions de mercure ont entraîné des détériorations permanentes du système nerveux chez les Indiens de la région. La construction de certains équipements (aéroport, routes) en milieu rural entraîne des conséquences similaires. On connaît aussi depuis quelques années l'industrialisation de certains secteurs de production agricole elle-même. En effet, certaines productions animales dite «sans-sol» (poulets, oeufs, porcs) sont maintenant possibles sur des superficies comparables à celles nécessaires pour l'industrie, et

avec des procédés entièrement mécanisés et automatisés, de telle sorte que ces secteurs sont maintenant rentables pour le grand capital. Le grand capital se les approprie peu à peu, d'abord par le biais de l'intégration verticale, puis directement, les transformant en secteurs industriels et utilisant d'anciens agriculteurs comme main-d'oeuvre. Dans ce cas, la bourgeoisie a soustrait à la petite paysannerie les secteurs les plus rentables de production. Elle les a industrialisés et souvent elle les a urbanisés. Cependant la concentration de la production dans de si grands ensembles pose d'énormes problèmes de pollution de l'air et de l'eau qui ne sont pas encore réglés.

L'accaparement des secteurs les plus rentables de la production agricole par le grand capital mérite une courte explication. En effet, dans n'importe quelle forme de production, la bourgeoisie tente de minimiser les faux frais de production. Or, dans la production agricole, la rente capitalisée dans le prix du sol constitue un obstacle à la rentabilisation du capital en augmentant précisément les faux frais de production. Tant que de fortes superficies sont nécessaires à la production, bien peu de groupes capitalistes vont investir dans l'agriculture à cause de l'obstacle de la rente, c'est-à-dire à cause des fortes immobilisations du capital nécessaires à l'achat de terres et qui exigeraient des prix de vente des produits agricoles très élevés pour obtenir le taux de profit moyen par rapport au capital total dépensé. L'obstacle de la rente, sous forme du prix de la terre, est dû au maintien de la propriété privée du sol, qui, dans le cas de la campagne, constitue un obstacle au développement du capital, à l'inverse du cas de la ville où il est une occasion de forts profits. Cet obstacle est décuplé par les opérations mêmes de la bourgeoisie car ce sont ces efforts pour valoriser le centre-ville et le sol urbain qui élèvent la rente rurale. La bourgeoisie crée donc des conditions qui l'empêchent de connaître une expansion dans la plupart des secteurs agricoles ce qui ne l'empêche pas de ruiner ces secteurs. Ce que les productions sans-sol permettent, c'est de réduire le fardeau de la rente au niveau de celui de toute production industrielle. La possibilité d'automation a tôt fait de rendre ces secteurs alléchants pour les groupes capitalistes qui peuvent alors s'en emparer.

Comme on peut le voir, l'empiètement de la ville sur la campagne prend diverses formes qui aboutissent toutes à peu près aux mêmes effets: concentration de la population dans quelques villes géantes où les problèmes de logement, de transport, de conditions de vie, ne font que s'amplifier; dépeuplement des campagnes éloignées où l'agriculture et les services déperissent. La contradiction ville/campagne dans le capitalisme entraîne des difficultés à la fois à la ville et à la campagne, difficultés qui sont en ville l'envers de ce qu'elles sont à la campagne, mais qui frappent avant tout les classes populaires.

CONCLUSION

L'analyse du «phénomène urbain» actuel dans le cadre du capitalisme nous a amené à toucher à diverses questions. C'est que la ville est un phénomène complexe, non-univoque, qu'il est impossible d'aborder d'un seul côté. Il faut utiliser divers points de vue: point de vue de la production des marchandises, de leur circulation, de la valorisation du capital-argent, du logement, des transports, de la reproduction économique et idéologique de la force de travail. Tous ces points de vue ne peuvent trouver leur principe d'explication que dans les affrontements de classes qui caractérisent le capitalisme actuel: la classe dominante tente d'augmenter par tous les moyens la part des richesses qu'elle accapare aux dépens des classes dominées; les groupes capitalistes se battent entre eux pour s'approprier une plus large part de ces richesses, tout en comptant sur l'État pour régler le processus général d'accumulation au profit de la bourgeoisie dans son ensemble et pour contrôler l'élan des classes dominées; et ces classes dominées tentent tant bien que mal de s'opposer à la bourgeoisie dans des luttes qui portent sur les conditions de travail et des conditions de vie. L'avenir

du milieu urbain dépend de la façon dont se solderont, à court et à long terme, les affrontements entre la bourgeoisie, affaiblie par les crises périodiques, et les classes populaires, dont les organisations comportent des points faibles, mais qui n'en constituent pas moins la majorité.

NOTES

¹ Je tiens à remercier Chantal Kirsch, Lise Bergeron, André Bouvette, Mikhael Elbaz, Gilles Lavigne, Monique Plot, Robert Ricketts et Gavin Smith qui ont lu et commenté une version antérieure de cet article.

² Je ne définis pas la bourgeoisie par la propriété juridique des moyens de production, expression idéologique du contrôle réel, mais bien par le contrôle réel. Ainsi, un président ou un gérant de compagnie qui ne possède pas de titres de propriété juridique (actions) de cette compagnie n'en fait pas moins partie de la bourgeoisie en ce qu'il participe aux décisions fondamentales concernant les achats, les ventes, la division du travail, l'utilisation de la force de travail, etc. de la compagnie. Par contre, un petit employé possédant une action de cette même compagnie ne fait pas partie de la bourgeoisie malgré son titre de propriété car ce titre ne lui donne aucun contrôle réel sur la compagnie. La vente d'actions au public sert à drainer vers le capital les épargnes des masses. Elle sert aussi, idéologiquement, à nier l'existence actuelle de la «propriété privée»: les compagnies seraient à l'heure actuelle propriété du «public». De fait, la propriété réelle n'équivaut pas aux titres de propriété mais au contrôle sur la production et la circulation. Dans cette perspective, la propriété privée est une catégorie juridique qui, tout en le masquant, se réfère au contrôle réel exercé par une classe d'individus, personnellement et/ou en groupes, sur la production et la distribution de la richesse de la société.

³ L'espace n'est jamais homogène dans aucune société. En effet, l'alternance d'endroits où la chasse est bonne ou mauvaise, la répartition des points d'eau, la division en terres arables, pâturages et forêts, et même la division ville/campagne dans plusieurs sociétés pré-capitalistes en témoignent. Cependant, dans le capitalisme, l'hétérogénéité de l'espace a des caractéristiques spéciales. Cf. Lipetz (1977).

⁴ La constitution du capital financier ne signifie toutefois pas que tous les types de secteurs d'investissements ont perdu leurs caractéristiques spécifiques. Ainsi, une usine d'un secteur de production industrielle donné fera face à des exigences différentes de celles d'une banque, même si les deux sont finalement contrôlées par le même groupe financier.

⁵ Il s'agit ici d'une seule parmi les nombreuses divisions créées dans le prolétariat par les rapports de production capitalistes. On peut citer en outre les divisions entre travail permanent et travail temporaire ou saisonnier; entre travail qualifié et non-qualifié; entre travail masculin et féminin; entre travailleurs autochtones et immigrants ou encore travailleurs blancs et autres (voir plus bas); entre emploi de bureau et emploi de production. On peut mentionner aussi la division des tâches dans la production.

⁶ Ce qui démontre sans aucun doute possible la nécessité d'une main-d'oeuvre en surplus, c'est bien la définition du plein-emploi; il y a plein-emploi dans les pays capitalistes lorsque le taux de chômage officiel (c'est-à-dire n'incluant que ceux qui se cherchent effectivement un emploi, excluant donc plusieurs sans-travail) est autour de 2%. Le «plein-emploi» désigne donc une situation où le chômage est encore fortement répandu.

BIBLIOGRAPHIE

- ANTHROPOLOGIE ET SOCIÉTÉS (1977) *L'agriculture au Québec*, numéro spécial, 1 (3), novembre 1977, 123 p.
- BAUDELLOT, Christian, ESTABLET, Roger, et MALEMORT, Jacques (1974) *Le petite-bourgeoisie en France*, Paris, Maspéro, 306 p.
- BERGERON, Lise, BERNIER, Bernard, et BOUVETTE, André (1977) La rente foncière et l'agriculture dans le capitalisme actuel. *Anthropologie et Sociétés* 1 (3): 89-105.
- BERNIER, Bernard (1976) The Penetration of Capitalism in Quebec Agriculture. *Revue Canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 14 (4): 422-434.
- BERNIER, Bernard (1977) a) Sous-prolétaires québécois: Analyse de classe d'un groupe défavorisé. *Manpower and Unemployment Research*, 10 (1): 47-64.
- BERNIER, Bernard (1977) b) *Bidonville*, P.Q., Montréal, Université de Montréal, département d'Anthropologie, manuscrit non-publié, 154 p.
- BERNIER, Bernard, ELBAZ, Mikhael, et LAVIGNE, Gilles (1978) Ethnicité et lutte de classes. *Anthropologie et société*, 2 (1): 15-60.
- BRAVERMAN, Harry (1974) *Labor and Monopoly Capitalism*, New York, Monthly Review Press, 465p.

- CASTELLS. Manuel (1972) *La question urbaine*. Paris. Maspéro. 451 p.
- CASTELLS. Manuel (1973) *Luttes urbaines et pouvoir politique*. Paris. Maspéro. 131 p.
- CASTELLS. Manuel. et GODDARD. Francis (1974) *Monopolville: Analyse des rapports entre l'entreprise, l'État et l'urbain*. Paris. Mouton. 496 p.
- CASTLES. Stephen. et KOSACK. Godula (1973) *Immigrant workers and Class structure in Western Europe*. Londres. Oxford University Press. 514 p.
- CHATILLON. Colette (1976) *L'histoire de l'agriculture au Québec*. Montréal. L'étincelle. 127 p.
- CLARK. Kenneth (1965) *Dark Ghetto*. New York. Harper and Row. 261 p.
- ENGELS. Friedrich (1845) *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*. Paris. Editions sociales (édition de 1960).
- ENGELS. Friedrich (1872) *La question du logement*. Paris. Editions sociales (édition de 1970). 123 p.
- ERTEL. Rachel. FABRE. Geneviève. et MARIENSTRAS. Elise (1971) *En marge*. Paris. Maspéro. 460 p.
- GANS. Herbert J. (1962) *The Urban Villagers*. New York. The Free Press. 367 p.
- GRANOTIER. Bernard (1970) *Les travailleurs immigrés en France*. Paris. Maspéro. 279 p.
- HARVEY. David (1973) *Social Justice and the City*. Londres. Arnold. 336 p.
- LAMARCHE. François (1972) Les fondements économiques de la question urbaine. *Sociologie et sociétés* 4 (1): 15-41.
- LEDROUT. Guy (1968) *L'espace social de la ville*. Paris. Anthropos. 370 p.
- LIEBOW. Elliot (1967) *Tally's Corner*. Boston. Little. Brown & Co.. 260 p.
- LEFÉBVRE. Henri (1968) *Le droit à la ville*. Paris. Anthropos.
- LEFÉBVRE. Henri (1974) *La production de l'espace*. Paris. Anthropos. 385 p.
- LIPIETZ. Alain (1977) *Le Capital et son espace*. Paris. Maspéro. 167 p.
- MANGIN. William (1967) Squatter Settlements. In Scientific American (Ed.) *Biology and Culture in Modern Perspective*. San Francisco. W.H. Freeman. p. 423-432.
- MARX. Karl (1867. 1885. 1893-94) *Le Capital*. Livres I. II et III. Paris. Editions sociales (édition de 1969). 8 volumes.
- REY. Pierre-Philippe (1976) *Capitalisme négrier*. Paris. Maspéro. 211 p.
- SAFA. Helen Icken (1974) *The Urban Poor of Puerto Rico*. New York. Holt Rinehart. 116 p.
- SUTTLES. Gerald D. (1968) *The Social Order of the Slum*. Chicago. Chicago University Press. 243 p.
- VERCAUTEREN. Paul (1970) *Les sous-prolétaires*. Bruxelles. Vie ouvrière. 204 p.
- WADDELL. Jack O. et WATSON. Michael (Ed.) (1971) *The American Indian in Urban Society*. Boston. Little. Brown & Co.. 414 p.
- YOUNG. Michael. et WILLMOTT. Peter (1957) *Family and Kinship in East London*. Londres. Rontledge and Kegan Paul. 222 p.